

JUSQU'ICI

1 SOMMAIRE



- 4/ **PARIS** / Le nerf de la guerre
- 6/ **PARIS** / Opération CHIFOUMI réussie!
- 7/ Nantes / Toulouse / Poitiers / **BRÈVES**
- 8/ **SAINT-NAZAIRE** / « Nous sommes tous en réseau »
- 9/ **MONTREUIL** / C'est pour tout le monde que chacun se bat
- 10/ **BREST** / Les piquets volants de Brest
- 11/ Lille / Saint-Nazaire / Bordeaux / Ploërmel / **BRÈVES**
- 12/ **GRENOBLE** / Pour en finir avec la société industrielle et les illusions de la gauche
- 14/ **BAGNOLET** / « Chauffeur, si t'es champion... »
- 15/ Dijon / Amiens/ Lens / **BRÈVES**
- 16/ **RENNES** / Liaisons et barricades
- 17/ Rouen / **BRÈVE**
- 18/ **NANTES** / « On n'ira pas jusqu'à 67 ans »
- 19/ **ALÈS** / Cévennes en force(s)
- 20/ **PARIS** / Prendre le parti de la grève sans y figurer
- 21/ **MONTREUIL** / Quelle retraite pour les précaires ? Quelle grève pour les chômeurs ?
- 22/ **LIMOGES** / « On veut des retraites de député ! »
- 23/ **NANTES** / Verts de rage
- 23/ **MARSEILLE** / À la criée
- 24/ **LYON** / Images de l'ordre, images aux ordres
- 25/ **LYON** / « Mardi, ça va être funky ! »
- 26/ **ALBI** / Octobre mouvant
- 27/ **PARIS** / Caisses de grève : trésor de guerre
- 28/ Petits éléments de lexicologie pour temps de grève
- 30/ **BRÈVES GÉNÉRALES**
- 31/ Pendant ce temps / Cité de l'immigration

POUR TÉLÉCHARGER JUSQU'ICI :

Numéro 1 (28 oct. 2010 • 36 pages) & Numéro 2 (6 nov. 2010 • 24 pages) :

<<http://jusquici.toile-libre.org>>

JUSQU'ICI

BULLETIN TEMPORAIRE DE LIAISONS DANGEREUSES

HEBDOMADAIRE / JEUDI 28 OCTOBRE 2010 / N°1

VENTE À PRIX LIBRE



blocages

entraide

coopératives

grèves

temps libre

piquets volants

assemblées populaires



jusquici@yahoo.fr

À l'origine de *Jusqu'ici*, un appel public à créer un journal de liaison pour donner à voir *ici* ce qui se passe *là-bas*. Très vite, des volontés de coopération viennent de la France entière, et un petit groupe tout neuf, de coordination, se réunit à Montreuil. Au-delà des participants individuels, un comité de rédaction de *Jusqu'ici* se constitue aussi pour l'occasion à Lyon.

Jusqu'ici est un hebdomadaire de mouvement, un journal de rue visant à relier et à informer sur les luttes en cours. Par son écriture décentralisée, il veut permettre de dire la multiplicité, en terme de pratiques, de langages, de formes d'organisation. À la fois rompre avec la représentation médiatique dominante, focalisée sur les temps forts et les actions spectaculaire et filtrer le trop-plein d'information que produit internet. Faire, enfin, que se réinvente une sorte de journalisme populaire, fabriqué par les gens du mouvement eux-mêmes, dans lequel le récit de l'intérieur ne signifie pas absence de critique et permet la mise en valeur des limites du mouvement.

Jusqu'ici invite tout le monde à participer, avec des reportages, des récits, des interviews, des analyses, photos, dessins ou chansons. Le travail éditorial et les limites physiques du journal obligent à faire des choix : nous privilégierons les textes qui donnent le plus à voir le mouvement et qui prennent le soin de situer les actions et les propos rapportés ; on fera en sorte, aussi, d'éviter les répétitions.

Jusqu'ici existera le temps de la lutte, il est auto-financé, et, pour l'impression de ce numéro, on a mis la main à la poche. Pour le rembourser, nous avons donc besoin de soutiens financiers. À vos chéquiers donc, si vous estimez que l'aventure vaut la lecture, à l'ordre de : « Les ami-e-s de Clark Kent. » Adresse : **Z** - 9, rue François Debergue, 93100 Montreuil.

pendant ce temps... Cité de l'immigration



Au pied de L'allégorie du travail



Sans commentaire

Le Musée de l'Immigration à Paris, Porte Dorée : les sans papiers, qui hier étaient des clandestins, l'occupent depuis deux semaines, avec une CGT du tonnerre. Immigrés d'Afrique, de Chine, de Thaïlande – que le gouvernementt pensait évanouis à la suite de l'évacuation du parvis de l'Opéra Bastille – réapparaissent au Musée, pour monter sur genoux, tirer barbiche et moustaches de papa Lyautey. Occupation de la grande salle très *Metropolis* et des monumentales arcades de bord de mer. Les visiteurs, qui ne cessent de visiter l'aquarium, se fraient un passage parmi les occupants – pensant peut-être que ce sont les figurants d'une animation. Certains badauds ne se demandent rien ils viennent voir « la maman des poissons, celle qui a l'œil tout rond ». Semaine de négociations avec les 4 ministères concernés (Culture, Intérieur, Immigration, et un Autre). « *Les préfectures traînent pour l'envoi des récépissés, ce qui déconcerterait le gouvernement* », selon un responsable CGT et les responsables du Musée. Fatigue, énervement et crainte de blocage, voire d'une arrivée musclée pour libérer les poissons en otage, sont le menu quotidien.

Roland K.

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO :

Revue Z, quelques CAFards, Lémi et JBB (*Article XI*), Mathieu Colloghan, Gilles Lucas (*CQFD*), Nicolas de la Casinière (*La lettre à Lulu*), Pierre (*Fakir*), Fifi, Puck et Bérénice, Fil, Naja, Stéphanie, Ivan du Roy (*Basta !*), Roland K., Agnès Beuneux, Andrès, Anna (*Le Sabot* - MCPL), Julie Rebouillat (*Contre-Faits*), Sandrine, Jérôme Barbosa, Collaps, *Jusqu'ici-Lyon*, et d'autres...

Merci à toutes celles et ceux qui nous ont refilé des infos par mail, qui ont écrit un p'ti texte, sont allé-e-s pêcher quelques citations, ont filé un coup de patte...

Brèves générales

Sources diverses issues de la presse quotidienne régionale, du *Jura Libertaire*, ou de témoignages directs.

AUBENAS (19/10) : Cinq heures de blocage de trois carrefours de la ville par 4500 à 5000 manifestants déambulant aimablement d'un carrefour à l'autre (pas de défilés), avec la présence de la police locale. Un nombre de personnes sensiblement identiques d'action en action; des lycéens courageux, issus des nombreux internats religieux locaux. Peu de grévistes, et incident avec un chauffeur de car qu'on préférerait voir faire autre chose, qui a voulu foncer sur les palettes et les manifestants. La police a pris les clés, mais pas de menace de suspension, comme c'est pourtant le cas pour les routiers voulant entrer dans la grève. Des actions sont menées sporadiquement, avec notamment le blocage d'une banque à Vals-les-Bains.

PARIS (23/10) : Mouvements du côté de la culture, à la Bibliothèque nationale de France (BNF), à Beaubourg, à la TGB, occupations des Archives nationales depuis un mois. *« La situation de blocage conduit à une radicalisation, et oblige à penser à l'économie. Il faut peser sur le patronat, qui commence à s'inquiéter. Le gouvènement formule des demandes autoritaires, exemple avec les Roms, mais plus il rentre dans un processus de répression, et plus les gens s'engagent »*, dit un délégué CGT.

CAEN (15/10) : Deux cents personnes venus de différents secteurs se sont réparties sur les 3 entrées du dépôt de Caen à 7h, bloquant tout approvisionnement. Une équipe motorisée est également partie bloquer le dépôt de Ouistreham, où des camions – bloqués à Rennes – se rendaient pour se ravitailler. Prévu pour durer jusqu'à midi, le blocage a été levé à Ouistreham, après intervention de la police. Il a continué à Caen, où syndiqué-e-s, non-syndiqué-e-s, étudiant-e-s, cheminot-e-s, métallos, etc., se

sont mélangés et ont discuté. Des palabres chaleureuses ont aussi eu lieu avec des salarié-e-s du dépôt et des chauffeurs de camions citer-nes bloqués.

PARIS (20/10) : Une banque Société Générale et un Pôle emploi se sont enflammés dans le XI^e et XX^e arrondissements de Paris.

NARBONNE (22/10) : Une centaine de manifestants ont investi les locaux du Medef de Narbonne, saccageant l'intérieur et jetant le mobilier et le matériel informatique par la fenêtre.

BESANÇON (22/10) : Cent-cinquante manifestants se sont rassemblés devant les locaux de la fédération départementale UMP du Doubs. Après avoir conspué le parti gouvernemental, un petit groupe a muré l'entrée, indiquant le local « fermé pour insalubrité sociale ».

BAR-LE-DUC (22/10) : La permanence du sénateur de la Meuse et président du groupe UMP du Sénat, Gérard Longuet, a été sommairement murée.

SAINT-BRIEUC (19/10) : La permanence de l'UMP a été dégradée à Saint-Brieuc. La porte vitrée a volé en éclats et la vitrine a été recouverte de peinture et d'affiches.

MONTÉLIMAR (12/10) : Une centaine de personnes qui venaient de manifester contre la réforme des retraites a saccagé le bureau du député-maire UMP de Montélimar.

ALBERTVILLE (23/10) : La soirée de l'association « Savoie pour tous », à laquelle assistait le député UMP Hervé Gaymard, a été secouée par des manifestants. Ils ont bloqué les portes de la salle où se trouvaient près de 300 invités, plongeant la salle dans l'obscurité avant de bombarder la salle de projectiles divers.

RENNES (20/10) : Un incendie a détruit une partie du centre des douanes de Chantepie, au sud de

l'agglomération rennaise. Le bâtiment principal du centre a été rendu partiellement inutilisable.

ROUEMONT (23/10) : Trois bus de transport des ouvriers de Peugeot ont été siphonés dans la nuit. 600 litres de gazole ont été ainsi subtilisés.

PÉRIGUEUX (21/10) : Des employés d'ERDF ont coupé le courant dans un quartier de Périgueux en réaction à la répression policière d'une manifestation ayant rassemblé lycéens, enseignants et employés d'ERDF, de Fromarsac et de l'Imprimerie des timbres.

BERGERAC (23/10) : Des agents d'ERDF ont procédé à des coupures de courant ciblées, comme à l'entreprise de transport Fauvel de Bergerac, dont le patron est aussi président départemental du Medef.

ÎLE-DE-FRANCE (21/10) : Des manifestants ont bloqué les voies de circulation, perturbant gravement le trafic ferroviaire sur plusieurs points du réseau RFF (Réseau Ferré de France), des installations SNCF à Mitry et la gare de Montparnasse.

LE MANS (19/10) : Un collège du Mans, établissement Pailleron*, a été totalement détruit par un incendie qui n'a pas fait de victimes. [*Dans les années 1960, en raison de l'explosion démographique et du prolongement de la scolarité obligatoire, « un collège par jour » sort de terre en France. Parmi ces établissements, 57 installations à structure métallique, dites « Pailleron », du nom du collège qui avait brûlé – et fait 20 morts – en 1973 dans le XIX^e arrondissement de Paris.]

LAON (25/10) : Un feu nocturne s'est déclenché au lycée Méchain de Laon. Deux incendiaires présumés, arrêtés près des lieux, ont été placés en garde à vue pour dégradations aggravées par incendie en réunion et au sein d'un établissement scolaire.

Jusqu'ici...

... les champs de grève se multiplient; les manifestations sont importantes; l'opinion semble soutenir clairement la rue. Qu'importe! Le gouvernement cherche à passer en force et, pour cela, n'hésite pas à matraquer, arrêter, juger, casser, éborgner, élaguer, écraser.

Quelque chose s'est cassé. Il ne s'agit pas d'une confrontation entre directions confédérales et gouvernement. L'opposition à la réforme des retraites est populaire, le mouvement élargi. Assemblées générales interpro, actions coordonnées, jonctions entre différents secteurs... Le Public est, comme à l'accoutumée, touché. Les employés territoriaux, les impôts, les enseignants. Mais le secteur ouvrier du privé également, avec les éboueurs, les routiers, les raffineries. Les lycéens et les étudiants ont aussi rejoint le mouvement. Dans le même temps, comme à Lyon ou à Nanterre, les émeutiers y ont pris une place à part entière.

En réponse aux nouvelles formes d'organisation du travail, à la limitation du droit de grève, à la mise en place du service minimum et à l'extension des réquisitions au secteur privé, d'autres modes d'organisation et d'actions se cherchent. Dans la pratique, ce qui fait accord, c'est le blocage de l'économie. Si la grève reste essentielle, elle ne suffit plus à porter atteinte à la circulation des marchandises. Le blocage apparaît alors comme une nécessité pour rétablir un rapport de force véritable.

Cette pratique favorise aussi les liaisons. Des salariés et des lycéens bloquent un établissement scolaire. Des grévistes minoritaires dans leur entreprise bloquent leur boîte avec des salariés d'autres secteurs. Tous ceux qui ne peuvent pas faire grève, les chômeurs, les travailleurs précaires trouvent à cet endroit une inscription concrète dans le mouvement, en rejoignant les blocages ou en les organisant eux-mêmes. Le blocage unit quand la nouvelle organisation du travail sépare.

Le mouvement en cours tient aussi de la grève tournante. Bloquer plus en perdant le moins de salaire possible, faire des grèves ponctuelles de moins d'une heure, relayer la grève catégorie par catégorie, bloquer chacun son tour un point de la chaîne de production dans la société-entreprise, permet de relayer ceux qui, partis avant, ont besoin de reprendre leur souffle. Et faire ainsi entrer la grève dans une temporalité imprévisible. Cette poussée sociale, diverse, vivante et, si on l'écoute attentivement, radicale, ne fera évidemment pas la une des journaux, excepté les formes les plus spectaculaires. Bien sûr, il ne s'agit pas seulement de la retraite, nous pourrions superposer de multiples cartes du territoire pour figurer ce qui se trame aujourd'hui. Il en faudrait 10, 50, 1000, des facs aux défilés, des piquets aux blocages, des conversations à distance comme des rencontres imprévues, des sourires, des connivences, des rages décisionnaires et des associations libres.

Jusqu'ici va participer, avec ses moyens, à ce maillage, à ces échanges d'expériences et d'informations. Son but est de collecter les récits et de les partager. Être un outil dans ce mouvement, le temps qu'il vivra.

Le nerf de la guerre

AU CŒUR D'UN BLOCAGE RAFFINÉ...



Photo: Julie Rebouillat / Collectif Contre-faits

«**I**l faut remonter à 1968 pour retrouver pareille mobilisation dans l'ensemble des raffineries françaises», se félicitait la CGT du groupe Total la semaine dernière. En 1995, c'étaient les cheminots et les routiers qui avaient garrotté les carotides du système économique. Après quelques jours de grève, ils avaient vite démontré la puissance

politique que revêtait leur capacité de blocage de l'économie nationale. Aujourd'hui, contre la réforme des retraites, ce sont les ouvriers des raffineries qui concentrent l'attention médiatique, et c'est sur leur capacité à bloquer le pays que repose largement l'espoir de voir cette grève se prolonger. Saisissant l'enjeu d'une telle force, les soutiens n'ont d'ailleurs pas cessé

d'affluer autour des usines pour défendre les piquets de grève. À Donges, c'est l'assemblée générale interprofessionnelle de Nantes qui avait appelé à la solidarité avec les grévistes de la raffinerie le mercredi 20 octobre. Près de 150 dockers de Saint-Nazaire rejoins notamment par les grévistes des chantiers STX, des lycéens et des étudiants ont bloqué les deux

④ **GRÈVE DU ZÈLE**: consiste à appliquer scrupuleusement, bêtement, sa tâche, ce qui produit ralentissement, paralysie, désorganisation ou baisse de qualité.

④ **GRÈVE DE LA FAIM**: s'exerce sur soi. La version grève de la soif entraîne des dégradations de la santé encore plus rapides.

④ **GRÈVE DU VENTRE**: initiée par le mouvement féministe, la grève du ventre consistait à considérer la grossesse comme un travail, et donc la grève de ce travail comme un outil de revendication.

④ **GRÈVE À LA JAPONAISE**: consiste à manifester son mécontentement symboliquement (en général un brassard) tout en continuant à travailler. Utilisée dans des cadres où la grève est interdite ou limitée légalement (par exemple les hôpitaux). Une nouvelle version de cette action consiste à se déclarer en grève, perdre son salaire, mais exécuter son travail. Idiot.

④ **GRÈVE DE 59 MINUTES**: réponse récente à certaines conventions collectives qui sanctionnent de la perte d'une journée complète de salaire toute grève d'au moins une heure.

④ **GRÈVE SOLIDAIRE**: consiste à faire grève pour soutenir les revendications d'une autre entreprise, corporation, catégorie, etc.

④ **GRÈVE PAR PROCURATION**: étant largement soutenue par l'opinion, une grève ne concerne pas que les seuls grévistes, mais l'ensemble de la population.

④ **CAISSE DE GRÈVE**: se dit de collectes financières pour soutenir les grévistes.

④ **CAISSE DE SOLIDARITÉ**: se dit des collectes de soutien initiées et portées hors du cadre de la grève et aussi par des non-grévistes pour les grévistes.

④ **PIQUET DE GRÈVE**: point de mobilisation, souvent à l'entrée du lieu de grève, pour s'adresser aux non-grévistes et, parfois, dans le

cadre d'une stratégie de blocage.

④ **OCCUPATION**: accompagne souvent une grève avec blocage.

④ **BLOCAGE**: action consistant à bloquer ou à freiner les flux de production, circulations, etc., pour appuyer, compléter ou remplacer un mouvement de grève.

④ **SABOTAGE**: peut servir à précipiter ou appuyer le blocage. Recours des grévistes depuis le milieu du XIX^e siècle.

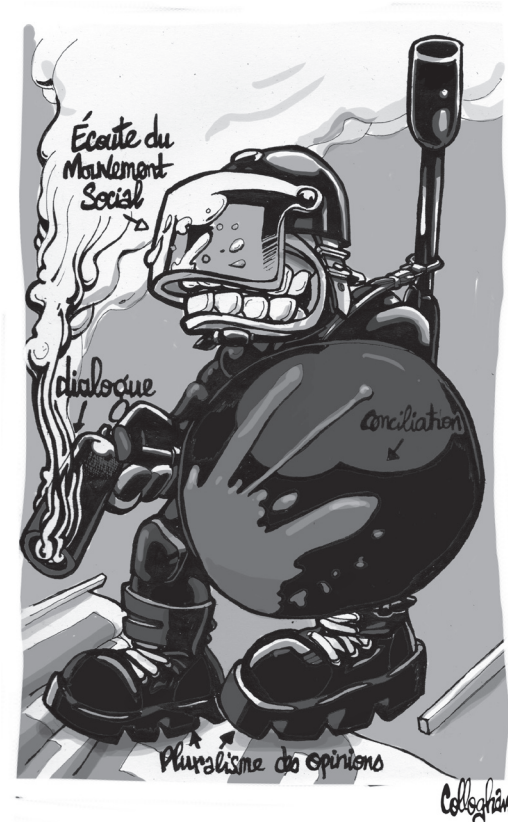
④ **SÉQUESTRATION**: (en général du patron ou du personnel de direction). Destinée à faire pression lors de négociations. Action souvent liée à une certaine dégradation du dialogue social dans l'entreprise. Le séquestré peut éventuellement être ficelé.

④ **MANIFESTATION**: on va p'têt pas tout expliquer non plus.

④ **VIOLENCES**: se dit de certaines formes de résistances actives. Ainsi, «*des heurts entre manifestants et forces de l'ordre ont été émaillés de violences qui ont donné lieu à des arrestations*» (arrestation ne concernant jamais les membres des forces de l'ordre impliqués dans ces violences).

④ **ÉMEUTE**: manifestation, souvent spontanée, généralement violente, résultant d'une émotion collective.

④ **CASSEURS**: se dit indistinctement de ceux qui cassent sans représenter le pouvoir régalien ou économique. Ainsi, un patron cassant son entreprise, les emplois qui y sont liés, et altérant profondément les conditions de vie de ses (ex-)salariés, de leur famille, etc. n'est pas un «casseur». Un ministre cassant un acquis social n'est pas un «casseur». Un CRS cassant des têtes à coups de matraque n'est pas un «casseur». Ils ne tombent donc pas sous le coup de l'ensemble des lois d'exception rédigées pour aggraver les condamnations des «casseurs».



④ **SYNDICATS JAUNES**: apparu en 1899, le syndicalisme aux couleurs papales (le jaune), par opposition aux syndicats, rouges, s'opposait à la grève. Pour les Jaunes, il y avait convergence d'intérêts de tous dans la grande famille de l'entreprise. Sous Pétain, les théories des syndicats jaunes se sont pleinement épanouies dans le modèle des corporations.

④ **JAUNES**: par extension, se dit des briseurs de grève.

④ **STOP LA GRÈVE**: ah ah ah!

④ **LE DROIT DE GRÈVE**: est garanti par le préambule de la Constitution et par le bon sens.

④ **ACQUIS SOCIAUX**: ensemble de droits obtenus le plus souvent suite à des mouvements sociaux. Par exemple: limitation du temps de travail; droit de réunion, d'union, de grève; améliorations de conditions de travail; augmentation de salaires. À noter que les personnes opposées à un mouvement de grève ne refusent jamais de profiter des acquis sociaux liés à la victoire de ce mouvement.

Mathieu Colloghan

Petits éléments de lexicologie pour temps de grève

🔪 **GRÈVE** : cessation concertée d'activité destinée à entraver le déroulement habituel des activités professionnelles ou sociales afin d'obtenir satisfaction sur des revendications. On date couramment la première grève au VII^e siècle avant J.-C. (des artisans de la vallée des Rois contre la pingrerie de Ramsès II). Plusieurs formes de grèves existent.

🔪 **CORPORATISME** : se dit en général de mobilisations pour la défense des seuls acquis des personnes mobilisées (à opposer à des mobilisations de solidarité ou à portée universelle). Se dit de certaines grèves. À noter que, lorsque les journalistes se mobilisent pour d'autres journalistes emprisonnés ou empêchés de faire leur métier, il s'agit de la juste lutte pour le droit de la presse, alors que, par exemple, des infirmières grévistes, elles, défendent des intérêts mesquins, voire égoïstes.

🔪 **ÉCOÏSME CATÉGORIEL (SOUVENT « PETIT »)** : blabla propagandiste. En général de riches présentateurs télé, éditorialistes, ministres, patrons accusent ainsi des salariés renâclant à voir leurs conventions professionnelles alignées sur celles de leurs homologues coréens.

🔪 **PRISE D'OTAGES** : se dit de personnes emprisonnées, vivant sous la menace, et dont l'avenir dépend d'une rançon. Ils risquent par exemple l'exécution ou la torture – à noter que les personnes séquestrées dans les prisons françaises ne sont pas considérées comme des otages.

Le recours au terme pour parler de mouvement de grève est absurde, disproportionné, voire indécent.

🔪 **SERVICE MINIMUM** : altération maligne du droit constitutionnel à la grève.

🔪 **JOURNÉE CARRÉE** : grève limitée à une journée. Destinée le plus souvent à prouver une certaine détermination des grévistes ou à marquer le coup.

🔪 **GRÈVE RECONDUCTIBLE** : journées de grèves potentiellement reconductibles si les grévistes n'obtiennent pas satisfaction, de leurs revendications et sont en capacité de la reconduire.

🔪 **GRÈVE ILLIMITÉE** : grève sans date de fin, si ce n'est la victoire des grévistes.

🔪 **LOCK-OUT** : grève patronale consistant à fermer l'entreprise, coupant le revenu de l'ensemble des salariés, et faisant pression sur les grévistes. En général, on ne considère pas les délocalisations comme un *lock-out* à grande échelle.

🔪 **GRÈVES CATÉGORIELLES** : grève concernant une catégorie professionnelle. Par exemple, les conducteurs de rame de métro.

🔪 **GRÈVES SECTORIELLES** : concerne un secteur d'activité. Par exemple, les transports publics (y compris les conducteurs de rame de métro).

🔪 **GRÈVE INTERCATÉGORIELLE** : grève touchant plusieurs catégories socioprofessionnelles. Par exemple : gaziers, postiers, lycéens et conducteurs de rame de métro.

🔪 **GRÈVE GÉNÉRALE** : grève intercatégorielle suffisamment large pour être considérée comme généralisée, c'est-à-dire impliquant toute la société (y compris les conducteurs évoqués plus haut).

🔪 **GRÈVE GÉNÉRALE INSURRECTIONNELLE** : grève générale destinée à renverser un gouvernement, un régime ou un système. Rare.

🔪 **PRÉAVIS DE GRÈVE** : annonce publique faite par un syndicat reconnu dans l'entreprise, au niveau catégoriel, de la branche d'activité ou au niveau national, et qui donne un cadre légal au mouvement de grève.

🔪 **GRÈVE MARCHANTE** : en début de grève, cette stratégie consiste à aller débrayer d'autres services, entreprises, lycées, etc.

🔪 **GRÈVE SAUVAGE** : grève sans préavis.

🔪 **AG (ASSEMBLÉE GÉNÉRALE)** : cadre de la prise de décision démocratique. L'AG peut voter la grève (l'usage est le vote à main levée), une résolution, décider d'une action.

🔪 **GRÈVE TOURNANTE** : stratégie consistant à être en grève à tour de rôle pour limiter l'impact sur les salaires des grévistes tout en continuant à nuire à la productivité dans le cadre de travail.

🔪 **GRÈVE PERLÉE** : consiste à ne faire grève que de façon très partielle, et invisible, sur certains éléments de la chaîne de travail, pour faire chuter la productivité sans être officiellement en grève.

ronds-points stratégiques qui menaient à la raffinerie.

À Grandpuits, au sud de Paris, craignant un déblocage de l'usine par les forces de l'ordre, les grévistes avaient aussi appelé à un soutien extérieur. L'appel à la solidarité a fonctionné. Les visites aux grévistes n'ont pas cessé.

Blocage des sorties d'essence. Blocage des entrées de pétrole. Réseau de solidarité autour des piquets. La France s'est asséchée à toute vitesse, et la fièvre a enfin gagné un gouvernement qui semblait impassible devant des manifestations de millions de personnes. Mais la réponse ne s'est pas fait attendre : réquisition. Depuis 2002, méthodiquement, les capacités de mobilisations sociales légales ont été corsetées. Le recours à la réquisition du personnel, dispositif d'exception du Code général des collectivités territoriales pour situation d'urgence, est devenu un formidable outil pour briser une grève. Un ministre de l'Intérieur d'un gouvernement précédent, Nicolas Sarkozy, a généralisé les cadres permettant d'y recourir, abrogeant ainsi, dans les faits, le droit de grève, le droit à la grève efficace pour être plus précis, dans le secteur des raffineries. À Grandpuits, malgré une forte mobilisation, les grévistes n'ont pas pu empêcher l'application du décret préfectoral qui exigeait la réquisition de salariés pour remplir les camions-citernes stationnés devant la raffinerie.

Ils auront pourtant tenté de bloquer l'entrée de l'usine. Mais, face aux charges musclées des CRS qui auront fait trois blessés chez les salariés de Total, le blocage n'a

pas tenu. Quelques heures après ce coup de force, devant l'affluence des médias, Charles Foulard, délégué CGT chez Total, n'y tenait plus : « *On essaie de concentrer l'attention sur nous, mais la colère est partout : chez les sans-papiers, les lycéens, les étudiants, dans le privé.* »

Entre le recours à des lois scélérates pour briser le blocage, le matraquage médiatique sur la menace des « casseurs » et le recours à la force, la détermination des grévistes de Grandpuits avait été ébranlée, la stratégie questionnée. Vendredi midi, après avoir appelé à la solidarité, les grévistes changeaient de discours : « *On veut maîtriser notre grève, on n'a pas envie de se laisser déborder.* » L'inquiétude s'est mêlée de colère : « *Avec cette grève, c'est nos emplois qui sont menacés. Le site de Reichstett, en Alsace, a déjà annoncé sa fermeture cette semaine !* », s'énervait un gréviste qui regardait d'un mauvais œil l'arrivée d'un car d'étudiants de Saint-Denis venus manifester leur soutien aux salariés.

Effectivement, le groupe Petroplus a indiqué, jeudi 21 octobre, qu'il allait cesser ses activités de raffinage et convertir son site alsacien en dépôt de stockage. La décision devrait être entérinée en janvier et effective à partir du printemps, mais comme le suggère le maire de Reichstett : « *Petroplus profite du malaise social en France pour jouer dessus. Si les employés de Reichstett manifestaient ces derniers jours, ce n'était pas par rapport à la réforme des retraites, mais pour la défense des 356 emplois.* » Dans le même

temps, vendredi 22 octobre, le tribunal de grande instance de Nanterre donnait son autorisation au groupe Total pour la fermeture de la raffinerie des Flandres et la suppression de ses 367 emplois.

Pourtant, malgré ce sombre avenir, malgré le recours aux réquisitions et à l'importation d'essence depuis l'étranger pour masquer l'impact des blocages, la détermination des grévistes restait là. La solidarité a continué à se manifester.

Dimanche midi, alors qu'un retraité du syndicat du livre apportait un chèque de 1500 euros pour la caisse de grève, un salarié de Total, ému, le remerciait avant d'ajouter : « *On a reçu assez d'argent pour tenir encore un mois de plus !* » De quoi redonner confiance aux salariés grévistes.

Durant le début de la semaine, la bataille a continué pied à pied (blocage, intervention des forces de l'ordre, reblocage). Le gouvernement ne cessant d'annoncer tous les jours la fin d'un mouvement qui ne semblait pourtant pas se résoudre à s'arrêter. Le débrayage de raffineries belges, en solidarité, est venu souligner à quel point cette bataille dépasse la levée d'un piquet de grève.

Les douze raffineries représentent toujours une force de frappe essentielle qui pourrait permettre de bloquer l'économie et de prendre le temps de penser, au-delà d'une victoire contre cette réforme, ce que ce mouvement pourrait devenir. Mais la responsabilité de la poursuite du mouvement contre la réforme des retraites ne peut pas reposer sur les seules épaules des ouvriers des douze raffineries françaises.

Marie (Revue Z) et Mathieu Colloghan

Opération CHIFOUMI réussie !

PIQUET DE GRÈVE AU CENTRE D'INCINÉRATION D'IVRY

Depuis le mardi 19 octobre 2010 à 7h00, le Syndicat CGT du Nettoyement avec de nombreux soutiens actifs occupe jour et nuit le centre d'incinération des déchets ménagers, la TIRU (Traitement industriel des résidus urbains) « d'Ivry Bruneseau » empêchant toutes entrées de bennes entraînant l'arrêt progressif des fours incinérateurs. Juste à côté, ils bloquent la totalité du garage « Ivry Bruneseau » où les camions d'éboueurs viennent se décharger, et ce, depuis mardi 19 octobre 2010 à 12h00. Cela a eu pour incidence d'arrêter les 2 fours incinérateurs, une première historique sur ce site. D'autant plus que la TIRU ne compte que 4 centres d'incinération d'ordures ménagères sur la région parisienne. (Le Groupe TIRU est une filiale à 51 % du groupe EDF, à 25 % de GDF Suez et 24 % de Veolia).

L'arrêt des fours incinérateurs complique la collecte des déchets dans Paris et alentours. Ce mouvement est renforcé par des grèves dans certains garages et dans certains centres de traitement des déchets. Cette lutte est faite pour faire reculer le gouvernement sur la réforme des retraites, mais aussi pour l'augmentation des salaires et de l'emploi. L'opération dite « chifoumi » est une grande réussite.

Pour soutenir l'action, un barbecue le dimanche 24 octobre 2010 a été organisé. Environ 80 grévistes se relaient pour l'occupation des lieux sur un régime des 3x8, mais, au total, il y aurait près de 500 grévistes dans le secteur nettoyage de la Ville de Paris.

Ce barbecue a été l'occasion de rencontres très intéressantes et sympathiques avec les grévistes, abstraction faite d'une teigne de

journaliste de la chaîne LCI qui, sous prétexte qu'il devait être rentré dans 15 minutes à Boulogne, nous a littéralement mis à l'écart de nos interlocuteurs.

Parmi la centaine de personnes venues, quelques élu(e)s de Paris et d'Ivry (Parti de Gauche et PCF) étaient également présent(e)s pour témoigner d'un soutien ferme.

Certaines personnes de la section CGT regrettent qu'au niveau national ait été abandonnée la bataille sur l'annuité des cotisations de retraite, à savoir 35 ans d'annuités au mieux ou au pire 37,5 années. Dans tous les cas, ils exigent le retrait des 42 annuités actuelles.

Depuis le début de leur grève, Denis Baupin, adjoint au maire de Paris, chargé du développement durable, de l'environnement et du plan climat leur a passé un petit coup de fil pour leur demander de débloquent les fours d'incinération : il ne faudrait pas que Paris devienne Marseille. Ce coup de fil leur confirme qu'ils sont sur la bonne voie et que leur occupation commence à gêner. Pendant ce temps, à Marseille, le préfet commence à réquisitionner les éboueurs depuis dimanche 24 octobre.

La mobilisation est vaste sur le XIII^e arrondissement ; la Bibliothèque Nationale, un collège, et même des salariés de la Caisse d'Épargne sont en grève ; les grévistes du Nettoyement suivent avec attention cette riche actualité locale, et créent au maximum le lien entre ces luttes. Une manifestation est ainsi prévue mardi prochain, le 26 octobre, partant de l'hôpital de la Salpêtrière, et dont le trajet passera par tous les lieux de la Fonction publique du XIII^e arrondissement où les travailleurs sont en grève. Le cortège devrait être rejoint par l'éducation nationale

pour finir sur le lieu d'occupation de la déchetterie.

Rappelons également que le blocage du centre d'incinération a commencé dans la continuité du soutien que les éboueurs de la Ville de Paris étaient allés apporter à la raffinerie de Grandpuits dans la nuit de lundi à mardi. Le moral des troupes est à ce jour excellent, les grévistes sont motivés et résolus, matériellement bien soutenus.

L'un des salariés affirme : « C'est pas évident, des jours de salaire qu'on ne touche pas, mais si on ne fait pas ces sacrifices maintenant, c'est plus tard qu'on le regrettera ; la grève, c'est un investissement, voilà ce que c'est ! » Même Bernard Thibault est d'accord, ces temps-ci ! [cf. une récente interview, où le secrétaire général CGT répond « oui » à la question de la nécessité d'une reconduction de la grève].

Enfin, pour en dire un peu plus sur le groupe exploitant la TIRU, pour eux les centres d'incinération s'appellent « centre de valorisation de l'énergie ». Un peu de *greenwashing* au passage. En effet, comme nous l'explique le secrétaire général de la CGT du Nettoyement, la chaleur dégagée par la combustion des déchets permet de créer de l'énergie qui se vend. Les incinérateurs rejettent de l'eau très chaude dans la Seine. La vapeur d'eau obtenue par le réchauffement de la Seine permet d'alimenter des logements en chauffage et de l'électricité produite grâce à un turbo-alternateur, utilisé en partie pour le centre, le surplus étant vendu à EDF. En clair, grâce au réchauffement de la Seine ils se font des couilles en or.

En attendant, nous aussi on a de l'énergie à revendre (ha, ha, ha !). Que la lutte continue, ici et ailleurs, ne plions pas ! Soutenons les grévistes.

Bérénice et Puck

Caisses de grève : trésor de guerre

Les caisses de grève sont nées avec le mouvement ouvrier, à une époque où les grèves étaient illégales et les salaires tout juste suffisants à la subsistance quotidienne. Le bras de fer entre blocage des outils de production et blocage des salaires posait alors la question vitale du pain, de la nourriture quotidienne des grévistes et de leurs familles. Voir ses mêmes crever la dalle ou reprendre le travail – lutte ou survie ; face à ce choix vital, les évidences de la solidarité et de la débrouille ne tardent pas. Mais la mise en place de ces pratiques prend du temps, et se décline sous différentes formes : cuisine commune, caisses syndicales, souscriptions ouvrières, quêtes à la population, parfois en chansons, réquisition de nourriture, et qui sont loin d'être la norme.

Avec les conquêtes du XX^e siècle, menées dans la rue, les centrales syndicales deviennent de plus en plus puissantes. Les caisses de grève sont alors une préoccupation moins immédiate : le rapport de force entre salariat et patronat s'inverse, l'organisation du mouvement ouvrier se structure – grâce à plus d'un siècle de luttes et de victoires – et le paiement des jours de grève fait partie des revendications souvent obtenues.

Que la question des caisses de grève soit à nouveau d'actualité n'est ni anodin ni un hasard. Le pouvoir en place ne cédera que face à un mouvement d'ampleur, bloquant l'économie de manière durable. Or, en ces temps de pauvreté, de crédits obligatoires, d'attaques généralisées sur les acquis de la retraite, de la Sécu, du chômage et

des salaires, quel travailleur peut se permettre de perdre un jour, une semaine ou un mois de salaire ? Et pourtant, il ne faudrait pas que cette précarité du quotidien brime nos puissances de révolte.

La caisse de grève est l'une des formes de solidarité de cette lutte. Que les caisses de solidarité actuelles soient autant suivies, et remplies, est un signe supplémentaire de soutien d'une bonne part de la population. Le don à une caisse ne remplace pas la grève, n'interdit pas d'autres formes d'actions : certains occupent leurs entreprises, d'autres bloquent le flux des marchandises sur les routes ou les zones industrielles, certains sont en grève, d'autres utilisent leur temps libre en dehors du turbin – avec joie.

Naja





Octobre mouvant

Ce texte s'adresse à tous ceux qui se sentent parties prenantes du mouvement d'opposition à la réforme du système des retraites. Il est écrit par des personnes qui ne sont pas directement impliquées dedans, ne serait-ce que parce qu'elles tentent, dans la mesure du possible d'échapper au travail salarié (en tout cas : au travail à temps plein et à durée indéterminée), et ne se trouvent donc pas en position de faire grève ou de participer à des AG (inter)professionnelles. Notre sentiment est que la lutte qui s'étend ces jours-ci est tout à fait légitime. Il est juste de rejeter les sacrifices exigés des gens ordinaires par une élite politico-économique rapace, dont le désir de mettre en valeur (monétaire) le monde et les humains est sans limite. Seul un blocage déterminé des flux de marchandises et de main-d'œuvre peut effectivement y mettre des bornes. En même temps, nous trouvons qu'il est incorrect de ne se battre que pour conserver le mode de distribution actuel des pensions de retraite. (...) Nous nous sentons plus intéressés par la (re)construction de modes d'entraide directe entre les gens que par la défense de l'État social. Nous avons pourtant conscience qu'il est impossible aujourd'hui de se passer des revenus socialisés pour se soigner, se loger, accueillir un nouveau-né, financer des projets collectifs, etc., et c'est en partie pour cela que nous nous mêlons aux manifestations et soutenons les grévistes.

Mais nous nous souvenons que l'État-providence est né, au début du XX^e siècle, de l'unification de coopératives ouvrières ou villageoises, de caisses de solidarité entre travailleurs, de mutuelles construites par en bas. Plus exactement, il s'est substitué par en haut à ce foisonnement coopératif, qui était une des bases du mouvement ouvrier et de la combativité populaire au XIX^e siècle. Aujourd'hui, nous pensons que la meilleure manière de se protéger contre la mise en concurrence de tous et le démantèlement des « acquis sociaux » serait de régénérer ce genre de pratiques : faire des caisses de secours entre amis, voisins, collègues ; faire des potagers collectifs ; ouvrir des ateliers où échanger des savoirs, des techniques, où mettre en commun des biens ou des services qui coûtent cher (ou pas !) ; au fond, prendre toutes les initiatives qui vont dans le sens d'une solidarité concrète, à même de nous rendre moins dépendants de l'argent. Serait-il forcément fatigant et ennuyeux de reprendre en main l'administration de nos vies, et en premier lieu celle de la solidarité, confiée depuis longtemps à de grandes machines inaccessibles aux individus ? S'occuper soi-même de son quotidien, le soustraire aux grandes organisations, marchandes et étatiques, ne pourrait-il pas être une source de plaisir et de fierté ? Nous savons que le discours que nous tenons est fréquemment considéré comme défaitiste, no-

tamment par les militants. Que le type d'initiatives que nous appelons de nos vœux, et pratiquons pour partie, passe au mieux pour sympathique, mais de toute façon marginal, sans impact sur le combat fondamental entre le bon peuple et le grand capital. Il est clair que, dans la situation actuelle, les pistes indiquées relèvent du bricolage. Mais c'est un bricolage qui fait preuve de plus de modestie, de dignité et de réalisme, que l'exaltation des gains de productivité à laquelle se résume la simple défense de l'État social. Nous pensons également que ce qui est à même d'effrayer réellement une classe dirigeante, c'est d'abord que ses sujets n'ont pas peur de se poser des questions, ou plutôt : n'ont plus peur de faire le lien entre les questions qu'ils se posent, le plus souvent séparément (le chômage, les retraites, la catastrophe écologique, les suicides au travail, l'adaptation du contenu des études au monde professionnel...). Voire, rêvons, qu'ils s'organisent pour devenir plus autonomes – c'est-à-dire qu'on ne cherche pas seulement à affronter cette classe dominante sur son terrain, mais aussi à faire en sorte de se passer d'elle, de sa propagande écœurante, de sa camelote électronique, automobile, alimentaire, etc.

Un rendez-vous est proposé à Albi (Place du Castelvieu), le lundi 8 novembre, à 18 heures, pour une discussion autour de ce tract.

TRACTEURS EN LUTTE

NANTES

24 oct.

Jusqu'ici

En Loire-Atlantique, les bonnes habitudes ne se perdent pas. Comme en Mai-68 et dans les années 1960-70, qui avaient été marquées par l'alliance entre les paysans et les ouvriers dans le

Comité de grève, les agriculteurs sont toujours là. Présents dans les manifs avec leur tracteur, ils apportent leur soutien sur les piquets de grève : pain, rillettes, fromage et autres denrées sont offerts et vont

nourrir les grévistes de Donges, à La Morinière avec les éboueurs, à l'AG interpro Place de Bretagne... Et autour d'un muscadet et d'une bonne tartine s'échangent les bonnes recettes de la résistance...

TOULOUSE

22 oct.

Jusqu'ici

GUÉRILLA POUBELLE

L'assemblée générale des grévistes de la déchetterie de Monlong Toulouse vient de voter la poursuite de la grève. Plus d'une semaine maintenant que cette déchetterie est bloquée. 70 % du personnel se porterait gréviste, soit environ 54 personnes. Cela inclut le personnel de la voirie d'une part, et les mécaniciens d'autre part. Les grévistes sont en contact avec les établissements voisins en grève (notamment les Cuisines centrales, ayant des activités de traiteur). Ils sont aussi en contact avec les autres déchetteries de la commune de Toulouse et de la communauté urbaine, qui sont pour la plupart bloquées (les

dépôts de Colomiers, l'Union, Blagnac, Saint Lys, Cugnaux, Saint-Jaury, etc.). Toutefois, le dépôt dit « Raisin », situé non loin de celui de Monlong, a été débloqué samedi matin. Un coup dur pour le moral des grévistes de Monlong, d'autant que ce sont des non-grévistes de chez eux qui sont allés débloquer le Raisin. L'autre coup au moral, c'est évidemment la loi votée hier par le Sénat. Lundi 25 oct., à 4h30 aura lieu une AG au dépôt de Monlong afin de décider du maintien ou non des barrages. La décision qui y sera prise aura des conséquences sur l'ensemble des dépôts.

À Monlong, les grévistes se disent fatigués. Ils ne manquent de rien au niveau matériel (de nombreuses personnes sont venues leur apporter de la nourriture spontanément). Bloquer le dépôt ne nécessite pas beaucoup de gens, une dizaine de personnes suffisent, pour peu qu'elles se relaient. La police n'est, pour l'instant, encore jamais intervenue sur le site. Les médias, en revanche, sont venus en nombre. Un coup de main pour tenir le piquet de grève reste toujours le bienvenu. Pour aller leur prêter main-forte : métro Basso Cambo puis une dizaine de minutes de marche.

POITIERS

19-20 oct.

Jusqu'ici

FOYERS MULTIPLES

19 OCT. : Au petit matin vers 4 heures du mat', des salariés de La Poste bloquent l'accès au centre de tri de la région : Vienne et Deux-Sèvres, ils sont aidés par d'autres salariés de secteurs en lutte (cheminots, énergie, impôts) : le courrier n'arrivera pas à temps. Un peu plus tard, ce sont les grévistes de la régie de transports poitevins Vitalis et des étudiants qui bloquent l'accès au dépôt. Conséquence : aucun bus ne circule ce matin, le trafic reprendra doucement en fin de matinée. Des grévistes sont allés en opération escargot à Chasseneuil gueuler devant la maison familiale de Raffarin (député et ancien premier ministre UMP) et également à Chauvigny chez Fouchet (sénateur UMP également).

Manifestation appelée par l'intersyndicale : beaucoup de monde ; lycéens et étudiants aux côtés des travailleurs, 35 000 personnes selon les syndicats, 15 000 selon la police. Ensuite il y a eu une action étudiante, à savoir l'occupation des locaux de la présidence de l'université à une quarantaine de personnes pour dénoncer l'attitude hostile de la présidence à l'égard du mouvement (mise en place du vote électronique, le recours à la police dans l'enceinte des facultés...). La BAC empêcha, pendant 45 minutes, les étudiants de se réunir pour la coordination du mouvement ; à la demande de la présidence de l'université. **20 OCT. :** Des étudiants antibloqueurs de la faculté de droit ont

réussi à entrer en brisant la vitre d'une porte coulissante sous l'œil bienveillant de la vice-présidente, Mme Lambert, en les haranguant : « Vous êtes 500, ils sont 50, ils veulent le rapport de force, donc allez-y ! » Comme tous les matins depuis deux semaines, l'intersyndicale tente de bloquer le rond-point de Porte de Paris (axe routier avec grand flux d'automobilistes), les flics sont là, ça finit toujours en barrage filtrant avec diffusion de l'information sur les luttes en cours et leur raison d'être, globalement la population soutient les luttes à grands coups de klaxons. Dans l'après-midi à l'appel de Solidaires 86, blocage économique du centre commercial Géant qui finit mollement en barrage filtrant...

LYCÉENS, ENSEIGNANTS, CHEMINOTS, GRÉVISTES DE LA RAFFINERIE « Nous sommes tous en réseau »

Saint-Nazaire : ses chantiers navals, sa raffinerie, et son mouvement social en pointe dans la contestation de la réforme des retraites. Jean-Marie Cosson, enseignant formateur en grève, raconte la révolte de l'un des derniers bastions ouvriers, où l'entrée des lycéens dans le mouvement a été ovationnée par « leurs pères en cols bleus ».

BASTA ! : Quelle est la situation à Saint-Nazaire ?

J.-M. COSSON : C'est toujours tendu. Le 7 octobre, avant même que les lycéens ne s'interrogent sur leur participation au mouvement, des gens cagoulés sont entrés dans un lycée et ont brisé des vitres. Bizarre... Le 12 octobre, la fin de manifestation, qui a réuni 20 000 personnes (Saint-Nazaire compte 70 000 habitants), ne s'est pas bien passée. Des lycéens ont été la cible de tirs de lacrymogènes de la part des gendarmes alors même que leurs représentants négociaient avec la police nationale pour éviter que les choses ne tournent mal. Dans ce cas, la justice n'attend pas plusieurs années comme avec Chirac. Trois gamins sont passés en comparution immédiate. Deux ont écopé de deux mois fermes.

Comment s'organise le mouvement entre salariés du public, du privé et les lycéens ?

Des assemblées générales se tiennent par secteurs et la jonction est faite systématiquement. Par exemple, le 13 oct., les lycéens ont bloqué leurs établissements le matin. Ensuite, les gars des chantiers navals organisaient un rassemblement pour une assemblée générale. Des salariés d'Airbus, de la raffinerie de Donges, des cheminots et des enseignants sont arrivés. Suivis par des centaines de lycéens qui ont été ovationnés par leurs pères en cols bleus. Ce sont des moments intenses, où l'on retrouve enfin une solidarité. Lycéens, enseignants,

cheminots, grévistes de la raffinerie, nous sommes en réseau.

Quels sont les débats au sein des assemblées générales ?

Lors de l'AG à la raffinerie de Donges, où 350 salariés étaient présents, les débats ont porté sur la grève reconductible, avec le constat qu'une reconduite chaque 24 heures, cela n'allait pas le faire. Ils ont décidé le blocage de la raffinerie jusqu'au 18 octobre. Dans l'éducation, certains ont voté la grève reconductible. D'autres ne souhaitent pas faire la grève pour la grève, ne pas rester chez soi et se contenter de renflouer les caisses de l'État en lui économisant le paiement des salaires. D'où la décision de mener chaque jour des actions : nous voulons nous attaquer aux sites de production économique pour frapper au portefeuille. On veut absolument éviter de se faire avoir en se laissant monter les uns contre les autres, le public contre le privé. Cela fait quarante ans que l'on nous apprend à être individualistes.

Où en sont les blocages ? Comment comptez-vous étendre le mouvement ?

La raffinerie de Donges est bloquée. Les gars aident la vingtaine de salariés du dépôt de carburant voisin à tenir les piquets de grève et à empêcher les forces de l'ordre de l'investir. Dans les PME, c'est délicat. Les gars n'osent pas. (...)

Cette convergence des grèves et des secteurs a-t-elle débuté rapidement ?

(...) Les syndicats nous ont appelé à la promenade dans la rue plusieurs fois de suite. Nous nous sommes dit que si nous ne nous prenions pas en main, le mouvement allait crever. Ras-le-bol de marcher ! D'autant que certains syndicats ne prononçaient plus les mots « grève générale ».

Quel est le rôle des confédérations dans le mouvement à Saint-Nazaire ?

Il existe toujours des guerres de chapelles. Et des contradictions entre ce que dit le national et ce qui se passe au niveau local. On se demande parfois pourquoi ils n'appuient pas plus fortement le mouvement. (...) Le mouvement se fédère entre générations et entre les différents secteurs. On ne se demande pas notre appartenance syndicale. On s'en fout ! Je suis syndiqué au SNES : cela me permet d'avoir les infos, mais nous ne nous affichons pas avec notre badge.

Comment jugez-vous le traitement médiatique du mouvement ?

En ce moment j'ai plutôt tendance à vouloir éteindre ma télévision, pourtant je suis plutôt passionné d'infos ! Ce qui se dit sur les lycéens est insupportable : toujours entendre ce discours sur la manipulation, sur le fait qu'ils seraient incapables de réfléchir tout seuls. Quand on propose à des jeunes de devenir auto-entrepreneur à seize ans, cela ne gêne personne.

Recueilli par Ivan du Roy
Pour Basta !

21 oct. 2010. Place Bellecour, Lyon, GIPN anti-émeutes, fusil à pompe chargé.



Photo: @fightwithdogma & @bloud43

« Mardi, ça va être funky ! »

Discussions classiques de veille de manif, habitués à spéculer sur les possibles envolées d'un mouvement, trop usés de se heurter à nos limites, trop prêts à râler après l'une ou l'autre de ces signatures syndicales qu'on ne peut même plus appeler des trahisons. Mais c'est vrai que jeudi et vendredi, c'était funky. Tant de lycéen.nes dans les rues, et la police qui les bloque en plein centre-ville, plutôt que devant leurs lycées plus ou moins lointains. Tout de suite une autre efficacité à cette énergie. C'est le bordel en centre-ville ; c'est classe. Jeudi et vendredi, au côté des lycéen.nes, on se sentait pas complètement partie prenante : illes nous appellent monsieur et madame, illes ont l'air de s'en foutre des pubs et des banques, et

puis après des années à se battre contre l'homophobie ambiante par chez nous, « Sarko on t'encule » ça sonne bien, mais ça nous rapproche qu'à moitié. Cette manif annoncée du mardi, 40 000 personnes qui se jettent dans un centre-ville déjà occupé par des milliers de lycéen.nes, ça peut claquer. Ou pas. Pas sûr que ça prenne. Le lundi soir, ça discute ferme, on n'a pas de certitudes.

Arrivés dans la guillotine en fin de matinée, sous le ciel de blanc de gaz de Bellecour. La place n'est plus si grande, tellement elle est occupée. Mouvement de foule, ça s'embarque dans la rue Victor Hugo. On y va ? Le temps d'hésiter, c'est la mobile qui s'engouffre, ça fait trop peur. On ira dans cinq minutes, en touristes.

Collaps – récit personnel d'un vécu et de discussions collectives
Extraits

On respire à grands poumons, des années qu'elle nous insupporte cette rue pleine de thunes. Des vieux, des vieilles, que des têtes qu'on connaît pas, qui restent là, qui courent, qui hurlent ou qui secourent. À côté du chantier qui alimente heureusement les plus motivé.es en pierres, un feu de palettes démarre, en mode piquet de grève, et ça paraît déjà normal, puisque la place est à nous.

C'est l'association réussie « manifs énormes + blocages ciblés + bordel en ville », et que mine de rien, pour une fois, on se sent sur la bonne voie. On respire toujours plus grand dans ces gaz, les yeux écarquillés d'une ville qui devient nôtre.

Et là, c'est *funky*.

Et c'est pas fini.

Images de l'ordre, images aux ordres

Le 19 octobre, des affrontements ont lieu entre émeutiers et forces de l'ordre dans le centre-ville de Lyon. Deux jours après, un millier de lycéens se retrouvent sur la place Bellecour pour partir en manifestation. Très vite, le GIPN*, les CRS et la BAC encerclent 600 personnes pendant 6 heures. Jets de pierres contre lacrymos, puis retour au calme. Le lieu devient alors une «prison à ciel ouvert», selon de nombreux témoignages, de laquelle les «blancs de plus de 25 ans» sont extraits et autorisés à rejoindre le défilé. Vers 18h, l'étau se desserre et les gens peuvent partir un à un, après contrôle d'identité et fouille au corps.

Casques à visière, cagoules, gilets pare-balles, fusils à pompe, véhicule blindé : sept hommes en noir paradant, l'allure très déterminée. De parfaits Robocops. D'eux, on ne voit plus que les yeux, le reste est couvert, protégé. Exhibition, ils ne sont là que pour être montrés et filmés, spectacle offert aux commerçants locaux et téléspectateurs nationaux. Quand l'«élite» du maintien de l'ordre – des membres du Groupe d'intervention de la police nationale (GIPN) – s'affiche ainsi place Bellecour, à Lyon¹, il ne s'agit pas d'action coup de poing, mais de communication massue. Le but de la manœuvre ? Diffuser l'image de la fermeté et de l'efficacité, surjouer la reprise de Bellecour à ces quelques centaines de manifestants qui en ont fait, l'espace de quelques jours, le lieu central de leur révolte. Rodomontades guerrières vite ridiculisées par des lycéens inspirés : «C'EST SIMPLE, NOUS ON N'A QUE DES PIERRES», inscrivent ceux-ci sur une banderole.

Le pouvoir joue avec l'image comme d'autres jouent la montre. Une construction où la rhétorique est aussi binaire que mensongère, traçant le contour d'un pays prétendument partagé entre une minorité – les casseurs, vieille manipulation syntaxique trouvant ici une énième jeunesse – et une majorité ne demandant rien d'autre que l'ordre, la sécurité et l'intervention du GIPN. «*La France n'appartient pas aux casseurs, aux pilleurs, ni aux caillasseurs. La France appartient aux honnêtes gens qui veulent travailler paisiblement*», ose le ministre de l'Intérieur². Déclinée à l'envi par tous les membres du gouvernement, la formule se veut jugement définitif d'un mouvement : ceux qui se mobilisent contre la casse sociale sont les casseurs – audacieux retournement. Si le pouvoir communique à l'arme lourde, ses séides opèrent de même sur le terrain. Omniprésentes sur chaque manifestation, les forces de l'ordre – en uniforme ou en civil – occupent tout l'espace, l'envahissent littéralement et interpellent à tout-va³. «*Saturation de l'espace*

*et sidération des participants*⁴», technique éprouvée depuis quelques années. Ici aussi, c'est une affaire d'image, de représentation : si les entraves à la (dite) liberté de manifester sont multiples – des raffineries de Grandpuits aux rues de Paris –, les violences policières réelles et le pari flagrant d'une stratégie de la tension, il s'agit d'abord de faire croire à une maîtrise totale et invincible. De faire peur. Et de suggérer qu'il n'est plus aucun interstice de contestation. Comprendre : à quoi sert d'essayer, puisqu'ils sont partout... En cet absurde déploiement de force – des dizaines de fourgons de police mobilisés pour le plus petit des rassemblements –, le régime dévoile ses fantasmes et ses craintes. Il guette tous et chacun : syndicalistes, bloqueurs, lycéens, jeunes dits de banlieue, étudiants, anarchistes... autant de fausses catégories qu'il s'agit de maintenir sous contrôle. Une agitation policière mettant à nu la réalité d'un régime si anxieux qu'il finit par prendre peur de l'ombre de la révolte.

Lémi et J-B. B.
Article XI

*Les Groupes d'intervention de la police nationale (GIPN) sont des unités d'élite de la police nationale française, à vocation régionale, amenées à intervenir dans des situations d'extrême violence ou à haut risques telles que les prises d'otages, les actes de terrorisme, les mutineries dans les prisons, les tensions dans les banlieues ou les interpellations d'individus dangereux ou de forcenés.

1/C'était le 21 octobre 2010.

2/Le 20 octobre, lors d'une conférence de presse à Lyon.

3/Du 12 au 21 oct., le ministère de l'Intérieur fait état de 2257 interpellations, dont 1677 ont fait l'objet d'une garde à vue.

4/La formule est du journaliste David Dufresne, auteur de *Maintien de l'ordre*, Enquête, 2007.

C'est pour tout le monde que chacun se bat

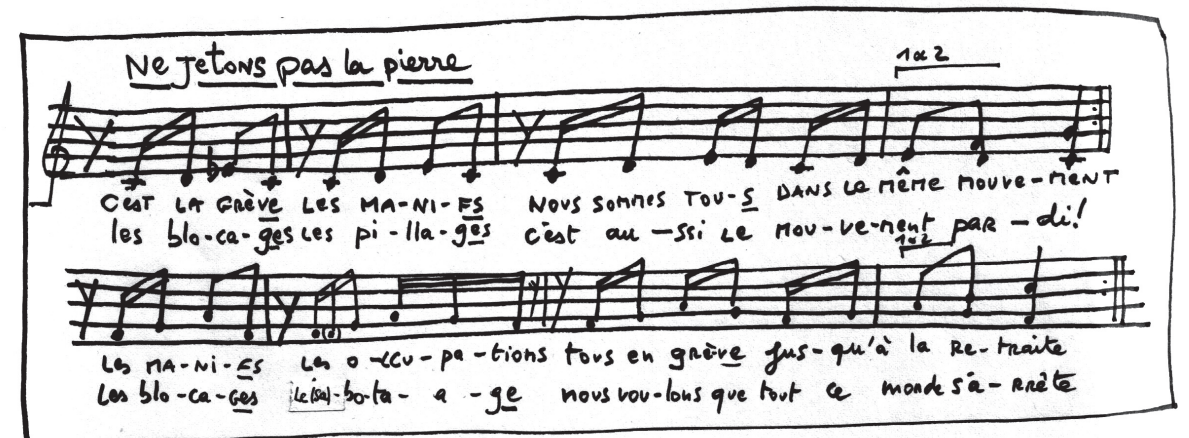
DES PARENTS D'ÉLÈVES EN SOUTIEN AUX GRÉVISTES

À Montreuil, il y a des enseignants qui ont reconduit la grève, des animateurs et des Atsem également. Dans certaines écoles, il n'y avait ni accueil, ni centre de loisirs, ni goûter. Nous aurions pu souhaiter qu'ils soient plus nombreux, nous sommes déjà quelques-uns à ne pas avoir mis nos enfants à l'école mardi 12 octobre, pouvant ainsi, par exemple, aller à la manif avec eux. En tout cas, nous trouvons insupportable que règne une espèce de normalité dans les écoles, comme si quelques instituteurs étaient seulement absents, alors qu'ils sont en lutte. Nous voulons soutenir ceux qui se mobilisent encore, c'est difficile et courageux d'aller à la bataille, surtout quand tous n'y vont pas. Nous entendons également jouer un rôle par rapport aux autres parents en faisant entendre un discours qui s'oppose aux râleries contre la grève. Il est important de faire

entendre, contre les discours et logiques du service minimum, qu'il n'est pas normal, dans les transports, dans l'éducation ou ailleurs que les gens travaillent ; ce ne sont pas des esclaves, et quand ils font grève, ce n'est pas un désagrément dans notre organisation quotidienne, c'est le signe que d'habitude nous fonctionnons avec leur travail. Leur grève est le fruit d'un refus, la volonté de se battre, de ne pas se laisser faire, c'est le début de quelque chose de possible. De plus, on sait tous que sur les retraites, comme sur les conditions de travail et de salaire, beaucoup de choses ne vont pas et s'aggravent continuellement. Par exemple, les profs qui depuis la loi de 2003 ont déjà perdu 20 % de retraite, en perdraient encore 20 % avec cette nouvelle loi. Qui peut accepter de cesser le travail de plus en plus tard pour être payé de moins en moins. Cela veut dire que personne ne pourra partir à la retraite avec

un taux plein, cela veut dire que les revenus seront, de loi en loi, de plus en plus dérisoires. Qu'en sera-t-il alors pour les chômeurs, les smicards, les RMistes ? Si le retrait de projet de loi est gagné, la grève aura été « rentable », ce qui n'empêche pas, au contraire, de penser, en son sein, comment vivre au jour le jour lorsqu'elle se prolonge : caisse de solidarité, pot commun, initiatives en vue du financement de la grève, etc. Nous proposons une école déserte, avec grève des parents, jour où l'on ne présenterait pas les enfants à l'école. Il serait possible de se concerter et de s'organiser pour garder les enfants de ceux qui travaillent, qui ne sont pas en grève et qui sont d'accord avec ce mode d'action. Nous voulons peser dans cette bataille. Et, là, c'est à la fois un soutien aux grévistes et, si ça fonctionne, une école bloquée sans perte de salaire pour ceux qui travaillent.

Des parents d'élèves de Montreuil
parentsenlute@hushmail.com



Les piquets volants de Brest

Au départ, nous étions une petite centaine de personnes à effectuer des barrières filtrants aux entrées de la ville, comprenant de nombreux syndiqués à FO, le collectif de chômeurs et précaires « En marche contre l'injustice sociale », des libertaires et quelques étudiants. Puis nous avons entamé le blocage du dépôt pétrolier, situé sur le port de commerce de Brest. Dès lors, nous avons été rejoints pour ce blocage par des salariés, des cheminots de SUD Rail, des syndiqués de Solidaires, du SLB, de la CNT, des étudiants et des lycéens... Le groupe varie chaque matin entre 100 et 250 personnes pour mener ces piquets de grève mobiles.

Vendredi 22 octobre, à Brest. Aux environs de 8 heures du matin. Nous sommes devant le service technique de l'agglomération brestoise, BMO (Brest métropole océane). Blocs de béton, troncs d'arbres et feux de pneus de tracteurs, les éboueurs en grève depuis hier (et pour cinq jours) bloquent l'entrée des entrepôts. On vient saluer les hommes en jaune et contempler les nuages de fumée noire qui s'élèvent depuis différents endroits de Brest. Un éboueur lance : « *On est des Indiens, on communique par signaux de fumée, mais il faudrait de sacrées couvertures pour se comprendre !* »

Au lever du jour, Brest se réveille « paralysée ». Dépôt pétrolier bloqué, entrée principale de la ville très perturbée, pas de collecte des ordures, pas de bus. Au dépôt de Bibus, à deux pas du centre des services techniques, on se relaie pour bloquer, dormir, tracter et jouer aux cartes. L'accueil des chauffeurs est plutôt chaleureux. La scène paraît irréaliste, une vingtaine de précaires et d'étudiants bloquent complètement le trafic des bus. Particularité du jour, tentative de bloquer simultanément, et non plus successivement, les points stratégiques de l'économie locale. Certains d'entre nous appellent ça : les piquets volants.

Pendant ce temps, à l'autre bout de la ville, une petite centaine de personnes tiennent les deux ronds-points donnant accès au dépôt pétrolier de Brest, depuis 5 heures du matin. À l'appel de la CGT métallurgie, à quelques mètres de nous, environ 250 ouvriers de 5 entreprises du port surgissent. Ils prennent alors d'assaut les 3 points névralgiques du port. Le feu est partout, à toutes les sorties de ronds-points. D'immenses pneus, des cordons de gazole et de solvant enflammés paralysent la totalité du port de commerce. Absence de visibilité de la CGT, ni banderoles ni drapeaux. La prise de contact avec les métallos n'est pas simple. À travers les conversations, nous comprenons que ce matin ils ne sont pas là pour le retrait total de la réforme. Ils sont apparemment là pour obtenir des accords de branche liés à la pénibilité et à l'exposition à l'amiante pour leur retraite...

Il est 9 heures. Départ rapide des métallos. Ils laissent derrière eux un bordel hallucinant et nous sommes à 40 sur chaque rond-point, dansant autour du feu, au plus près du dépôt, au-devant des CRS qui arrivent quelques secondes plus tard... décalage angoissant. Le lendemain, la presse ne donnera aucune précision sur leur action spectaculaire, qui a pourtant paralysé l'entrée de la ville. Les métallos sont censés revenir mardi, mais

rien n'est encore très clair.

Vers midi, la police débarque au dépôt de bus. On s'apprête comme prévu à se faire déloger. Surprise ! Arrivent les gars du service technique pour nous soutenir. On se dit alors que l'on va pouvoir rester devant les grilles. Mais, dix minutes plus tard, les CGTistes s'en vont bougons. Ordre de leur direction syndicale : l'heure n'est pas au soutien des actions autonomes et à la confrontation avec les forces de l'ordre. La solidarité est là, mais reste fragile. Rappelons-le, cela ne fait que deux semaines que les piquets de grève sont tenus et que les préjugés s'estompent.

Aujourd'hui, la capacité de nuisance à l'économie était conséquente. Mais les apparences ne traduisent pas toujours la situation réelle. Pas de fantasmes, nous arrivons à allumer des feux de palettes, mais nous n'arrivons pas encore à les entretenir. Le rapport de force se construit quotidiennement. De son côté, l'Intersyndicale locale n'a toujours pas appelé ni à la grève générale ni au blocage de l'économie. Néanmoins, à l'issue des trois dernières manifestations syndicales, les actions de blocage économique deviennent systématiques et rassemblent de plus en plus de monde (dépôt, commerces et gare). Le rendez-vous est pris pour toute la semaine afin de bloquer le dépôt pétrolier, et pour la manif de jeudi.

Des participant-e-s aux piquets volants

Verts de rage

Nantes vient d'être élue capitale verte européenne. Il était temps. À quelques semaines près, le jury n'aurait pas apprécié de voir les poubelles de la grève s'entasser sur les trottoirs.

Ici, les manif rassemblent à chaque fois entre 60 000 et 90 000 personnes.

La fac de lettres et sciences humaines est en grève, de nombreux lycées étaient bloqués avant les vacances et les tracts commencent même à circuler dans les collèges. Côté actions, les lève-tôt sont mis à contribution. Les transports en commun sont régulièrement immobilisés. Les randonnées sur les voies d'accès pour entrer dans Nantes, ou pour contourner la ville sur le périphérique se multiplient. Quand cela se cumule avec les voies d'accès de l'aéroport obs-

truées par des manifestant-es, le blocage économique commence à prendre sens. Rajoutons (pour une journée seulement hélas) le MIN, Marché d'intérêt général, encerclé de palettes en feu, empêchant les camions de circuler.

La pagaille s'amplifie et les actions de 4 heures du mat' rassemblent à chaque fois des centaines de personnes, étudiant-es, lycéen-nes, profs, ouvriers, etc. Pour l'instant l'intersyndicale participe à ce genre d'actions, voire en est l'initiatrice.

Les salariés de la raffinerie de Donges viennent de reconduire leur grève jusqu'au 29 octobre. Beaucoup de sous-ont été collectés au cours des diverses manif pour soutenir leur lutte. Le jour où Donges a été débloqué, des centaines de personnes ont accouru pour tenter d'obstruer les ronds-points

empêchant ainsi l'accès du site aux camions. La centrale de Cordemais s'est mise en grève pour les soutenir. À la suite de quoi, une opération essence gratuite s'est improvisée.

À l'ouest de Donges, Saint-Nazaire, centre d'une unité urbaine de 150 000 habitant-es. Ville portuaire et haut lieu de résistance. Manif d'au moins 20 000 personnes à chaque fois. Mais lieu de villégiature d'un sous-préfet, d'un juge et d'un procureur maniaques de la gâchette. Même la gauche s'inquiète de ces *rangers*. Le bilan pour l'instant est effarant depuis le début du mouvement. 56 interpellations au moins. Pour l'instant 13 comparutions et 21 mois fermes de distribués. Tout cela devrait s'alourdir, car de nombreux procès sont en cours.

Antoine Clavier

À la criée

MARDI 19 OCT. : AG Éducation dans les locaux de l'IUFM sur la Canebière. Une institut du SNUIP prend la parole : « *Notre mot d'ordre tient en peu de mots : foutre la merde et la foutre partout. Et merci aux lycéens aussi de foutre la merde.* » Acclamations hilares.

MERCREDI 20 : La moitié d'une grosse centaine de manifestants pénètre dans la luxueuse Chambre de commerce de Marseille. Plafonds à caissons, parquets anciens, carrelages mosaïques. « *Faut faire gaffe aux portables, aux SMS et aux mails pour monter une action. Les condés sont à l'agachon !* » dit un des occupants. Rythmes de tambours dans la rue. Pas un bleu à l'horizon. La petite foule redescend. Une fois tout le monde de-

hors, poubelles et sacs d'ordures sont lancés dans le hall de l'immeuble. « *Vous en voulez des privatisations ! En voilà !* » Une autre équipe bombarde la façade avec des œufs. Rigolade générale.

JEUDI 21 : Des militaires déguisés en membres de la protection civile ramassent à petits pas des poubelles dans le quartier de l'Opéra. Du trottoir, des remarques fusent : « *Vous n'avez pas honte ! Bande d'e....éés !* »

LUNDI 25 : Au matin, des dockers qui viennent de bloquer la raffinerie de Fos racontent : « *On était plusieurs centaines venus avec des engins. Quand les condés sont arrivés, ce n'est pas eux qui ont fait les sommations, c'est nous. Deux gars*

de chez nous ont été blessés : un s'est pris une lacrymo en tir tendu dans l'oreille, l'autre s'est mangé un flash-ball dans la jambe. Un condé a été blessé... accident du travail. C'est eux qui sont partis finalement. Nous, on est resté sept heures puis on a levé le camp. De toute façon, toutes les cuves sont vides. Les agents du port ne laissent pas entrer les bateaux. »

LUNDI 25 : Conversations derrière la barricade dressée devant le centre de déchets des Aygalades : « *On aime pas la violence, mais on a l'impression qu'on pourra pas y échapper !* », dit l'un. « *Brûler les bâtiments de l'État, les préfectures, les mairies, les commissariats, les postes... C'est ça qu'il faut faire.* », dit l'autre.

Gilles Lucas - CQFD

« On veut des retraites de député ! »

A Limoges, les blocages ont commencé le jeudi 14 octobre. D'abord un rond-point important de la zone industrielle Nord, à l'appel des syndicats de territoriaux, notamment de la FSU. Le lendemain un axe important près de l'aéroport puis à nouveau la zone Nord. Après la manif imposante du samedi 16, le hall de la gare est envahi au son des bidons au grand dam de dirigeants syndicaux, qui voulaient se contenter d'une prise de parole à l'entrée.



MARDI 19 OCTOBRE : 25 000 manifestants dans les rues de Limoges. Les lycéens, qui ferment la marche à un petit millier, sont les plus dynamiques. À la fin de la manif, un cortège improvisé se forme jusqu'à la préfecture. Quelques slogans originaux font leur apparition : « En grève jusqu'à la retraite », « On veut tous des retraites de députés ! » Face-à-face tendu avec un cordon de flics. Derrière une banderole « Travailler moins pour vivre plus » on pousse pour atteindre la porte de la préfecture, les flics gazent et matraquent, des oeufs et quelques pierres et canettes volent.

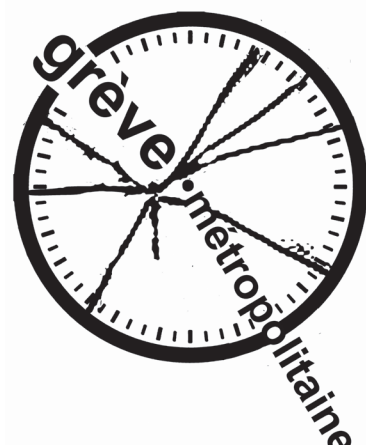
On l'apprendra le soir, un jeune est arrêté en ville après avoir été suivi par les flics. Il est accusé d'avoir jeté des projectiles sur la police. Une centaine de personnes attendront sa sortie le lendemain devant le tribunal pour enfants. Les salariés d'EDF-GDF votent l'arrêt des coupures pour impayés sur le département des Haute-Vienne, la fac de lettres vote le blocage.



Les jours suivants, les blocages s'intensifient avec plusieurs centaines de personnes sur trois à quatre sites en même temps. Des ronds-points, des ponts, le dépôt de bus. Ambiance joyeuse et déterminée. Feux de palettes et de pneus pendant plusieurs heures, cornemuse, barouf de bidons et concert de percussions sur le mobilier urbain. On parle beaucoup, on fait du bruit, on apprend à se connaître, au-delà de toute obédience syndicale ou autre, on est simplement heureux d'être là. C'est dans cet espace libéré que les liens se tissent, qu'on réfléchit sur la vie et sur la suite à donner à la lutte. On chante « Pends, pend, pend ton patron, t'auras ta retraite ! »

te ! Pends, pend, pend ton patron, t'auras ton pognon ! »

VENDREDI 22 : Les blocages sont transformés en « barrage filtrant », motion votée finalement par les AG professionnelles sous pression des directions syndicales, pour ne pas mécontenter les gens. Grosse déception pour beaucoup d'entre nous. Mais la lutte va se poursuivre en direction des entreprises.



SAMEDI 23 : Blocage de la FNAC à Limoges par une soixantaine de personnes à l'initiative de la CNT pendant plus d'une heure. Une nouvelle banderole proclame : « N'attendons pas d'être au bout du rouleau pour lâcher le boulot. » Depuis lundi 25, on a installé un brasero permanent en face de la préfecture, point de rencontres, d'infos, de confrontation, un espace de fixation permettant aux personnes isolées de se retrouver, à tous de prolonger les échanges qui ont lieu pendant les blocages. À suivre.

Albert Serge

SUR LES RAILS

Jusqu'ici

Lundi 18, dès 6h30, un piquet de grève s'installe devant le dépôt SNCF d'Hellemmes, tout près de Lille. À 8h30, les gens s'en vont occuper les rails. Il y a principalement des cheminots. Des lycéens venus les soutenir sont gazés rapidement devant la gare. Les ma-

nifestants quittent les lieux vers 10 heures. Deux personnes seront arrêtées un peu plus tard dans la journée, reconnues sur les photos. Ils passent devant le médiateur le 22 novembre et risquent des Travaux d'intérêt général (TIG) pour l'occupation des rails.

Au même moment, des poubelles et des voitures prennent feu devant les lycées Baggio et Ferrer à Lille, Jean-Moulin et Baudelaire à Roubaix, ainsi qu'à Tourcoing. La police intervient et arrête des lycéens.

LILLE

18 oct.

Presse Océan

Par solidarité avec le mouvement des ouvriers de la raffinerie de Donges contre la réforme des retraites, 300 personnes se sont mobilisées ce midi sur le port de Saint-Nazaire pour empêcher l'arrivée d'un tanker pétrolier. Chargé de 10 000

litres de gasoil, ce dernier devait ravitailler en carburant le dépôt de la SFDM de Donges, réquisitionné par les forces de l'ordre. Les actions conjointes de l'Interprofessionnelle syndicale, principalement l'occupation des remor-

TANKER EN RADE

queurs maintenus à quai par les manifestants, ont forcé le navire à faire demi-tour dans sa zone de mouillage à 12h45.

La surprise a joué en leur faveur, car les policiers n'ont pu empêcher cette action.

SAINT-NAZAIRE

24 oct.

GRANDE DISTRIBUTION À SEC

<http://juralibertaire.over-blog.com>

La plate-forme logistique de Carbon-Blanc, dans la banlieue de Bordeaux, qui distribue des produits frais aux supermarchés Auchan de la région, est bloquée depuis cette nuit 3 heures. Aucun camion n'a pu entrer ni sortir de la journée ni de la nuit. Des roulements ont eu lieu, permettant de maintenir entre 150 et 250 personnes en permanence sur place : travailleur-euse-s syndiqué-e-s ou non, étudiant-e-s, et individus

autonomes. Les routiers immobilisés à l'intérieur sont hostiles et ont appelé les flics quand certaines personnes ont cherché à dégonfler les pneus des poids lourds. Jusqu'à le pouvoir préfectoral a toléré le blocage, mais jusqu'à quand ? À 18 heures, l'assemblée générale des bloqueur-euse-s a reconduit le blocage pour cette nuit jusqu'à demain midi au moins, heure du rassemblement devant la gare Saint-Jean de Bordeaux. Des équipes

sont prévues pour se relayer toute la nuit.

Ce blocage a été initié par une intersyndicale des unions locales, mais tend à s'organiser désormais autour de l'assemblée générale des personnes présentes, même si la modalité des prises de décision n'apparaît pas encore très clairement pour tout le monde.

Le site a déjà été bloqué dans la nuit de dimanche à lundi.

BORDEAUX

21 oct.

Jusqu'ici

Mille manifestants le 12 oct., 1500 le 19; Ploërmel (8000 hab.) sortirait d'une longue léthargie politique depuis 2006 et le CPE, selon *Libération*. *Ouest-France* préfère oublier les mobilisations anticléricales (la statue de Jean Paul II trône depuis 2006), et contre les caméras installées en 2005 par l'UMP Anselin, réaménagées depuis par la PS Le Marre.

La voie express bloquée, les lycéen-e-s dans la rue, des cris ré-

clamant la grève générale, un blocage en soutien aux exploités-e-s grévistes d'une station-service : ce mardi 19 oct. fut donc bien servi en actions, même encadrées par les syndicats. Pour ce qui est de l'œil des bleus, il se révèle plus discret, mais bien présent : pas de compagnie de CRS à Ploërmel ni de survol de drones, la flicaille ouvre et suit, laisse les lycéen-e-s chatouiller l'encadrement du lycée catho, coller des autocollants

QUI SURVEILLE LES SURVEILLANTS ?

dans le cortège... Le modernisme ploërmelais permet tout de même de prendre de la hauteur. Malgré l'annulation en 2008 de l'arrêté préfectoral autorisant Anselin à utiliser la vidéosurveillance, le « redéploiement » socialiste des 21 caméras offre une belle vue sur les cortèges. Mais, promis, « au bout de huit jours, les images sont automatiquement détruites ». Ouf.

PLOËRMEL

19 oct.

Pour en finir avec la société industrielle et les illusions de la gauche



Dessin: Agnès Beauneux

Des millions de personnes dans la rue. Des appels à la grève illimitée. Des ports bloqués depuis deux semaines. Des raffineries en grève annonçant une prochaine pénurie de carburant. Des milliers de lycéens qui bloquent leurs lycées. Le ras-le-bol se généralise et le mouvement contre la réforme des retraites prend de l'importance. Partout se diffuse le sentiment que quelque chose est en train de se jouer.

Ce mouvement, nous en faisons partie, et nous sommes solidaires des personnes en lutte, contre la réforme des retraites, et contre l'exploitation en général. Il est légitime que des personnes qui ont travaillé toute leur vie refusent de

remplir pour deux années supplémentaires. Ce refus est d'autant plus justifié qu'un partage des richesses détenues par quelques-uns pourrait permettre à tous d'avoir une vie et une retraite décentes.

Pour autant, une grande partie du discours tenu aujourd'hui par la gauche et par les opposants à la réforme des retraites nous semble au mieux une impasse, au pire clairement dangereuse. En effet, il n'y a pas de lutte possible contre la réforme des retraites sans refuser la robotisation de nos vies, et sans sortir du dogme de la croissance et de l'emploi à tout prix. Ce n'est qu'en prenant ces critiques en compte qu'un mouvement peut émerger avec de vraies perspectives.

Quand les robots rendent l'humain inutile...

Depuis plusieurs dizaines d'années, les machines et les ordinateurs suppriment massivement le travail humain. Grâce aux progrès de la science et de la technologie, et notamment au concours des laboratoires grenoblois de l'INRIA au CEA-Minatec, en passant par STMicroelectronics et IBM, l'accumulation de profit exige moins d'humains à exploiter qu'avant. Plus performants, les robots ont aussi l'immense avantage de ne pas faire grève, et de ne pas avoir besoin de retraite. L'exposition à la gloire de Vaucanson et de l'homme artificiel, qui se tient au Musée dauphinois jusqu'au 31 décembre, est là pour nous le faire savoir, qui



Quelle retraite pour les précaires ? Quelle grève pour les chômeurs ?

L'actualité est aux retraites. Hier, c'était les allocations familiales et la Sécurité sociale. Demain, ça sera l'allocation-chômage. En nous postillonnant leurs caviar à la gueule, le gouvernement et le Medef justifient toutes ces réformes à coup de « crise économique » et de « déséquilibre démographique ». Nous vivons trop longtemps, nous sommes trop souvent malades, nous sommes trop nombreux à chômer et pas assez à cotiser. Bref, nous coûtons toujours trop cher. Par « réalisme économique », il faudrait que chacun fasse un effort, se serre un peu plus la ceinture pour « sauver » les systèmes par répartition.

Faire passer l'âge de départ à la retraite de 60 à 62 ans, c'est dire : « Vous allez devoir travailler plus longtemps pour toucher une retraite convenable ». Cette injonction au travail est un foutage de gueule. Une grande partie de ceux qui arrivent à l'âge de la retraite est déjà sortie de l'emploi. Par épuisement, ras-le-bol, licenciement ou maladie. Dans un contexte de chômage structurel et de précarisation de l'emploi, la figure du travailleur garanti qui cotise à taux plein est devenue marginale. Précaires permanents, RMIstes de longue date, CDIstes à temps partiel, RSAstes fraîchement arrivés, sans-papiers, intérimaires depuis toujours, étudiants longue durée, jeunes disqualifiés, nous sommes déjà très nombreux à être exclus du système de retraites actuel. Nous, nous ne cotiserons jamais assez.

Loin de vouloir sauver quoi que ce soit, cette réforme réduit toujours plus la possibilité d'une retraite à taux plein, voire d'une retraite tout court. Elle poursuit la destruction progressive du système par répartition et son remplacement par des logiques de privatisation. Il ne reste à chacun qu'à investir comme un bon petit capitaliste dans l'immobilier, des fonds de pension ou des assurances privées.

La « pédagogie » gouvernementale appliquée au « problème » des retraites est la même que celle appliquée au « problème » du chômage : nous serions tous individuellement responsables du déficit comptable, responsables de ne pas savoir nous adapter aux exigences du marché, de ne pas être prêts à nous vendre à n'importe quel prix, de ne pas nous comporter comme d'habiles petits autoentrepreneurs de nous-mêmes, de ne pas participer à notre propre exploitation. Nous serions tous responsables de la dette de l'Entreprise-France, et cette logique culpabilisante justifie de soumettre au chantage tout argent redistribué socialement.

Refuser la réforme des retraites, c'est commencer par dire : « Non, nous ne devons rien ! », « Pas question d'endosser le sauvetage de l'économie et d'un capitalisme en crise ! » C'est dire : « On ne veut pas travailler plus. »

Aujourd'hui, on parle de grève générale comme seul moyen de bloquer cette réforme des retraites, mais le débat se limite le plus souvent à la question des préavis syndicaux. De

son côté, le gouvernement travaille à invisibiliser la grève : le service minimum la rend toujours plus inefficace. Et pour les précaires ? Quelle grève quand on travaille en intérim, quand le patron menace de ne pas renouveler notre CDD, quand on ne travaille jamais plus de six mois dans une même boîte, quand on bosse au black, quand on ne pointe qu'à Pôle emploi ?

Que nous ayons un espace de travail ou pas, nous pouvons nous organiser de manière transversale au-delà des corporations ou des statuts. Il faut que s'inventent des nouvelles formes de grève. Bloquer un Pôle emploi avec des sans-papiers, occuper un lycée avec des retraités et une maison de retraite avec des collégiens, débrayer une assurance privée avec des vacataires du public, faire un piquet avec des coursiers, investir un centre d'impôt avec des non-solvables, réquisitionner les marchandises d'un Monoprix avec des vendeurs à la sauvette, bloquer une autoroute avec des agents RATP, investir des boîtes de *coaching* avec des dockers, faire une AG dans une école de commerce avec des agents de Pôle emploi en CDD... PRÉCAIRES, CHÔMEURS : EN GRÈVE JUSQU'À LA RETRAITE !

[Dernière minute : vous êtes invités à une cantine de mouvement le samedi 30 octobre, au 14, quai de Charente, Paris, Métro Corentin-Cariou. À 14h pour aider à préparer, à 19h pour l'apéro, 20h pour le repas.]

CAFards de Montreuil
cafardsdemontreuil@riseup.org

Prendre le parti de la grève sans y figurer

PAROLES D'UN « OTAGE DU TRAVAIL »

Je n'ai jamais fait de prison, mais j'ai déjà pas mal travaillé. Le salariat, pour moi, c'est avant tout une privation de liberté, même si on y trouve parfois un semblant d'épanouissement. Ça vous écarte d'un tas d'autres activités plus intéressantes. *« J'ai l'impression que ça t'intéresserait pas mal de venir m'aider sur le journal. T'es disponible ? — Ben non, je travaille. Et le reste du temps, j'essaie de récupérer un peu. »*

De fait, il y a des périodes où c'est un peu moins dur, où l'énergie et les idées reviennent, et on arrive un peu à faire avec. Dans ces périodes-là, il faut anticiper, prendre beaucoup de notes, pour que les projets ne tombent pas à l'eau définitivement.

Pour moi, une grève, un mouvement social, ça tombe à pic. C'est du temps qu'on dégage nous-mêmes, une brèche dans l'enfermement du travail. Surtout quand il faut attendre cinq mois (plus pour certains) pour voir arriver le premier jour de congé, et plusieurs dizaines d'années pour une hypothétique retraite, moment auquel on risque fort d'être définitivement ramolli. Là, c'est des lieux et des

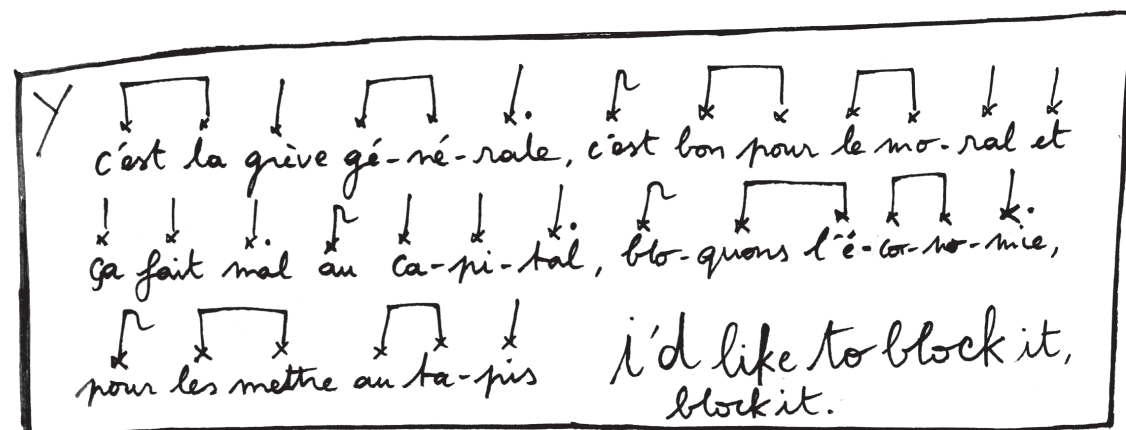
moments d'effervescence, de partage, d'esquisses des mondes que nous devons construire.

Oui, ça tombe à pic. Malheureusement, faire la grève, je ne peux pas, comme plein de gens qui ont un boulot précaire. Officiellement, j'en ai le droit. Officieusement, c'est autre chose. Parce que, si je fais grève une seule journée, je ne serai pas réembauché.

Vu comme je supporte mal d'être pris en otage par le travail (quand certains s'estiment pris en otage par les grèves), je devrais préférer être au chômage. C'est difficile pour plusieurs raisons : d'abord, toucher l'allocation de retour à l'emploi (ARE), à laquelle j'ai droit, est un vrai parcours du combattant. Les divers employeurs du secteur public pour lesquels j'ai travaillé se refilent sans arrêt la patate chaude, au point que je n'ai toujours pas pu être indemnisé pour mon chômage d'il y a un an. Le loyer a dû attendre (j'aurais pu me faire virer aussi). D'autre part, ça n'a pas empêché Pôle emploi de me flicker copieusement, en m'envoyant parfois plusieurs convocations par semaine, et de me radier à la première occase. Le RSA ? Le même flicage, les mêmes em-

brouilles, mais c'est des miettes qu'on te donne. J'essaierai pas. Donc, il y a un truc qui se passe, qui a du sens, et je n'ai pas le temps. Les manifs du samedi ? Je dors ! Que faire alors ? Travailler lentement, d'abord. Quand les collègues qui peuvent sont en grève (les jours officiels), il y a évidemment plus de boulot. Eh ben, non. C'est pas un jour comme les autres et on va travailler tranquille, voilà. Je serai moins crevé ce soir. Ensuite, on a beau ne pas être là où ça chauffe, où les idées fusent, ne pas être témoin ou sujet d'une AG, d'une bataille dans la rue, membre d'une commission, on peut quand même tenter de s'informer, discuter un peu partout, relayer des informations, tenter d'établir des connexions, offrir ses idées. Et puis je dois dire un truc, en particulier aux étudiants. Je travaille à l'université. Pour vous, une fermeture administrative est une mise en échec, parce qu'elle vous prive d'un lieu d'organisation. Parfaitement d'accord. Mais, pour moi, c'est presque aussi bien qu'une occupation, parce que ça me libérerait et me permettrait de vous rejoindre..

Arnaud Durond



pose notamment la question « Pourquoi faut-il remplacer l'homme par des machines ? »

Le capitalisme ne peut plus créer assez d'emplois pour tous. Après les ouvriers et les employés (de La Poste, de la SNCF, des magasins ou des banques), c'est aux enseignants de devenir obsolètes. L'école, elle aussi, devient numérique, pour le plus grand bénéfice des multinationales de l'informatique, et tant pis pour l'éducation, et pour la santé mentale des enfants. Il n'est pas jusque dans les services à la personne où les hommes ne soient remplacés par des robots. En Isère, le programme Empatic offre aux personnes âgées un suivi par la machine : plus besoin de présence humaine grâce aux capteurs électroniques. Vivement la retraite !

... se faire exploiter devient un « privilège »

Les robots nous remplacent, donc. Le problème, c'est que nous restons tous plus ou moins contraints de travailler. Sans travail, pas de salaire, et le frigo reste vide. Tous les humains mis au rebut par les machines n'auront pas assez cotisé pour prétendre à la retraite. Nous en sommes arrivés au stade où pouvoir vendre sa force de travail à une entreprise est devenu un privilège. Mais quel privilège ? Les emplois que crée encore péniblement le capitalisme sont de plus en plus vides, et déconnectés de nos besoins fondamentaux, les travailleurs réduits à n'être que les auxiliaires des ordinateurs, des rouages au sein de la machinerie industrielle. Les gains de productivité devant sans cesse augmenter, les personnes qui travaillent doivent travailler toujours plus, toujours plus vite, de manière toujours plus efficace.

Exclus et inutiles, ou exploités et pressurés. Voilà à quoi nous sommes réduits. Il n'y a pas de solution au problème des retraites ou du chômage sans sortie du capitalisme et de la société industrielle. Combien de temps pensez-vous que ce système s'encombrera d'une main-d'œuvre inutile ?

La solidarité ne repose pas sur la croissance !

Pour justifier la réforme des retraites, la droite nous explique : « Il y a aujourd'hui moins de travailleurs actifs, et plus de personnes inactives. Il est donc normal de travailler plus longtemps pour payer les retraites. » Ce à quoi les économistes de la gauche et de l'extrême gauche rétorquent : « Même avec une croissance inférieure à 2 %, le produit intérieur brut aura doublé d'ici à quarante ans, on pourra donc en consacrer une part plus importante au financement des retraites, sans effort financier supplémentaire de la part des salariés. » Pour la gauche, le problème est donc uniquement un problème de répartition des fruits (pourris) de la croissance. Comme si les retraites, et donc la solidarité humaine, reposaient sur la croissance économique. Il

faut en finir avec l'idéologie de la croissance. Compter sur un doublement de la production d'ici à quarante ans est une aberration. Notre environnement ne survivrait pas à un tel désastre écologique. Sans compter la dégradation de la vie en société. Car, produire plus, c'est produire toujours plus d'ordinateurs, de télévisions à écran plat, de téléphones portables, et autres gadgets high-tech qui abrutissent, individualisent et finissent par détruire toute relation véritable entre nous. (Et vous, combien d'amis virtuels avez-vous sur Facebook ?)

Il y a des sots métiers

Le second argument de la gauche contre la réforme des retraites, consiste à refuser l'allongement de la durée de cotisation parce qu'il serait un frein à l'emploi des jeunes. Quels emplois ? Des emplois qui répondent à quels besoins ? Aucune importance. Ce qui compte, c'est de leur trouver un emploi.

Il faut sortir de cette logique de l'emploi à tout prix. D'abord parce qu'il n'y a plus de travail pour tous (voir plus haut). Ensuite, parce que cela revient à défendre des emplois qui nuisent au reste de la société. Il n'y a pas de honte à ne pas avoir de « travail » au sens où l'entend cette société, c'est-à-dire un travail que l'on ne fait que pour l'argent, sans aucune considération pour son contenu et pour ses conséquences.

Il est plus digne de ne pas travailler, plutôt que d'être banquier, militaire, chercheur dans les nanos ou journaliste au daubé. Pour autant, nous ne voulons pas passer notre vie à ne rien faire. Nous voulons un travail choisi, épanouissant, que nous jugeons utile et déconnecté des logiques économiques. Nous préférons alors parler d'activité.

Par où commencer ?

Dans un premier temps, s'organiser à la base pour obtenir le retrait de la réforme. Se défier des centrales syndicales qui nous lâcheront dès qu'elles en auront l'occasion, et des socialistes, qui ne retireront pas la réforme s'ils sont élus en 2012. Cesser les journées d'action ponctuelles, pour construire un mouvement solide et continu. Paralyser les centres économiques, scientifiques et politiques. Profiter de ces luttes pour nous rencontrer, discuter, échanger. Prendre le temps de réfléchir et de construire des solidarités. Nous organiser enfin pour empêcher tout retour à la normale. Fermer les usines et les labos qui nous nuisent. Produire collectivement ce dont nous avons besoin pour vivre, sans le concours de la machinerie industrielle. Rendre inutile ce système qui nous rend inutiles.

Groupe LIBELUDD. Libertaires, Luddites.
libeludd@laposte.net



« Chauffeur, si t'es champion... »

APERÇU D'UN BARRAGE FILTRANT AU DÉPÔT DE BUS

Mollo. Vendredi 22 octobre au matin, au dépôt de bus des Lilas, le dépôt « Floréal » de la RATP. Nous sommes un peu plus d'une trentaine, venant des AG interpro de Bagnolet ou de Montreuil. Des enseignants, des agents communaux, des chômeurs, des syndiqués et des non-syndiqués. Dès 5h du mat', nous sommes là, à diffuser des tracts auprès des chauffeurs, les invitant à rejoindre la grève. Les bus passent la grande grille, ralentissent; la fenêtre s'ouvre, on discute avec eux; derrière, notre chorale improvise des slogans (« *Chauffeur, descend du bus, si tu ne veux pas travailler plus* », sur un air un peu *reggaeton*, « *Chauffeur-machiniste, rejoins les bloqueurs grévistes* » sur un air plus martial, « *Chauffeur, si t'es champion, dépose, dépose, dépose tes jours de grève* »). Petit à petit, à mesure que les slogans s'égayent, on prend de plus en plus de place devant la grille, les chauffeurs s'arrêtent de plus en plus longtemps, pour écouter un appel à la grève qu'ils connaissent déjà par cœur. Une file de bus se fait jusqu'à la sortie du dépôt, tout est ralenti: on offre aux chauffeurs l'occasion d'y *aller mollo*, avec pour résultat que le trafic est perturbé pendant une partie de la matinée.

Responsabilisation ?

Réunion-bilan vers huit heures et demie après que le dernier bus est sorti. On est accueilli dans le local intersyndical aux allures de vestiaire. Un machiniste de la CGT,

en grève depuis le début, nous remercie de notre aide, de l'effet que ça fera sûrement sur les conducteurs. Dans ce dépôt très mobilisé en 1995, l'ambiance n'est pas des plus combatives en ce moment. Il y a, pêle-mêle: ces tracts de l'Unsa qui disent que la réforme des retraites ne concerne pas la RATP, les nouveaux entrants dans la boîte qui ne sont pas sur le même statut que les anciens et font ce job sans penser qu'ils feront carrière... Tout le monde est conscient du petit jeu de ce matin, où la diff' s'est transformée en barrage filtrant avec l'accord tacite des conducteurs. Des voix des AG interpros sont là pour dire que, s'il s'était agi de bloquer, beaucoup plus de monde serait venu ce matin. Et de rappeler que les transports en commun sont aussi les nôtres, que leur blocage ne devrait pas seulement dépendre des conducteurs. Mais, dans le dépôt, dit-on, on préférerait que ce soit porté par les agents RATP, que ce soit eux, surtout, qui soient à l'initiative autour de leur outil de travail. « *Il faut qu'ils se responsabilisent et prennent part au mouvement* », nous dit un syndicaliste de la RATP.

Minoritarisme

Dans cette petite réunion aux aurores, c'est ce qu'on entend dans le mot d'ordre « BLOCAGE DE L'ÉCONOMIE » qui fait problème. Pas de doute — alors que s'opèrent des blocages de raffineries — qu'il s'agit pour tous d'un mélange de grèves diverses et d'actions de blocages de flux. Reste que, pour beaucoup, la grève bloquante est

la stratégie-reine, en tant qu'elle permet d'associer à la fois implication des travailleurs eux-mêmes, légalité et efficacité. Le blocage, « de l'extérieur », a toujours l'air de relever de l'opération « coup de poing », de l'action minoritaire qui oublie que chacun peut être « sujet » de la lutte. Le mot d'ordre de blocage, comme tel, semble faire l'impasse sur la volonté de ceux qui tiennent eux-mêmes les outils de travail, comme s'ils n'étaient qu'un rouage parmi d'autres de l'économie. Et, d'une certaine façon, ça peut sembler réaliste, quand on écoute bien ceux qui disent leur impossibilité à faire grève, leur obligation de rester là, comme des robots. Mais ce que dit cette action matinale, c'est qu'à la différence de la grève, le blocage peut se penser davantage ensemble, comme mélange d'action des salariés eux-mêmes et de bloqueurs de l'extérieur, en insistant, pour le coup, sur la « responsabilité de tous », et notamment des usagers. À l'heure du sentiment d'être « tous robots » — qui n'est pas étranger aux tentatives d'empêchement de réaliser toute grève bloquante (service minimum, précarité, faiblesse des collectifs de travail) — le blocage s'offre alors à nous pour partir de cette fragilité afin de construire un mouvement fort, plus transversal. Le mot d'ordre de blocage, alors, a ce mérite de poser une question à tous en partant d'une condition largement commune, ce que l'appel à la grève ne fait plus.

Fran, chômeur participant à l'AG interpro de Montreuil



Cévennes en force(s)



Plusieurs manifestations à plus de 10000, des lycées bloqués sur trois semaines, des débrayages précoces et des grèves reconductibles qui s'enchaînent dans l'éducation. Une gare bloquée, une préfecture et un commissariat assiégés. Il se passe quelque chose à Alès. Une unité qu'on attendait de longue date, une détermination à ne pas perdre, cette fois; « *pas cette fois* », parce qu'on ne s'en remettrait pas. Alors, tout a plus de goût, et plus d'intensité. Des premières manifs convenues aux dernières qui finissent en blocages, sous les gaz, aux sons des tambours de rue et des cris. Pourtant, tout était en place pour la mélasse d'époque: une ville laboratoire de l'UMP, un maire brutal et clientéliste, la réindustrialisation ratée, mais claironnante d'un vieux bassin minier, une rénovation urbaine carcérale encadrée par la police, financée par tous ceux qui « *investissent pour votre avenir* » dans le silence des habitants. Ça fait longtemps qu'on se taisait, ici, qu'on voulait rester « crédibles », qu'on encaissait. Et les jeunes ont morflé — débarqués dans ces vieilles villes ouvrières, maquillées en zones commerciales comme des vieilles bourgeoises. Mais il a fallu cette réforme de vieux. Ce consensus-là, pour qu'on

s'autorise à s'engouffrer ensemble. Ça a bien coïncé un peu, mais c'est parti. « *Comme jamais depuis quinze ans* », jamais depuis « *les grèves de mineurs de 1981* ». Ici pourtant, pas d'étudiants, pas de dockers, pas d'axes routiers ni de frontière à bloquer. D'autres mélanges. Les Cévennes et les « Cévennes ». Les Cévennes, leur histoire revêche, leurs camisards, leurs « néoruraux » et leurs « nés-au-pays », leurs révoltes et leurs expériences collectives. Ces vieilles Cévennes farouches. Mais les « Cévennes », c'est aussi le nom d'un « quartier » d'Alès, relégué après le Grabieux, ses rues aux noms de montagnes, ses tours, ses jeunes au sang chaud et son désert éducatif. Un quartier qui signe « CVN EN FORCE » jusqu'au centre-ville. Ces deux territoires en révolte se mêlent dans le lycée géant. Ils se toisaient souvent, et se sont appris dans la cour et dans les luttes anti-CPE. Deux Cévennes qui ont su mélanger la capacité à camper sous la pluie et la mobilité dans l'action, leurs cultures politiques, leurs fraîcheurs et leurs ténacités. Et qui se sont poussées l'une l'autre (on dit « engrainées », ici). C'est de ces deux Cévennes que sont venus les premiers blocages du lycée, alors que les adultes restaient tétanisés, les pieds englués dans leurs désillusions. C'est de ce

mélange que sont parties les premières manifestations; et les visages, sur les barricades du blocus, témoignent de cette mixité-là. Finalement, la vieille CGT a décidé d'installer une grosse tente, devant ce blocus, sur le rond-point, juste sous la caméra de vidéosurveillance, et tous ont démarré: les profs, les métallos, les cheminots, ceux de France Télécom... Ils se sont rassemblés là, tous les jours, pour s'attaquer à ce qui reste de cibles ici: les cités géantes des services publics bâties pour pallier la désindustrialisation des années 1980 et pour garder le bassin sous perfusion (la cité scolaire, les impôts, l'hôpital), et les zones commerciales démesurées qui ont poussé depuis vingt ans sur les salaires des fonctionnaires qu'on « dégraisse » aujourd'hui. Aux cris de « *ÇA SUFFIT* », « *Y EN A MARRE* », les usines, les écoles, les hôpitaux et les villages se sont alors vidés dans des manifestations de masse, bien au-delà de la CGT et de la FSU, bien au-delà de la réforme des retraites. Lycéens, cheminots et pompiers se sont réunis dans des assauts communs, avec des complicités évidentes, cette fois. Cette fois, enfin, et quoi qu'il arrive demain, on n'est pas prêts de l'oublier.

Mokhtar Rodriguez

« On n'ira pas jusqu'à 67 ans » DEVANT LES GRILLES BLOQUÉES D'UNE ENTREPRISE DE TRANSPORT

Cinq heures du mat', merde : y'a deux entrées ! Pas grave, le dépôt de palettes à l'entrée de la zone industrielle fournit de quoi alimenter jusqu'au jour deux feux devant les grilles de la Sopitra, une boîte de transport livrant la grande distribution. 480 chauffeurs, plutôt souriants de se voir coincés au dépôt. « *On rentre juste mettre le disque en route dans le camion. On est super fliqués.* » La pointeuse est dans la cabine. Le chef de quai ne s'affole pas : « *Je préviens le patron.* »



Parmi la centaine de bloqueurs, beaucoup de femmes, instits, salariées de l'assurance-maladie, étudiants, un chauffeur d'une autre boîte de transport, un infirmier psy, des gens du nettoyage. Membres de FO ou de rien, CGT, CNT ou Sud.

Le slogan de la boîte, c'est « L'ENTENTE EFFICACE ». Tout le monde se marre. On craint la porte dérobée : « *On s'est déjà fait avoir au marché de gros la semaine dernière.* »

Le contact avec les camionneurs s'établit facilement : « *Ici le patron tutoie tout le monde, mais la négociation annuelle obligatoire est au point mort depuis deux ans. On a des problèmes internes d'heures supplémentaires à 150 % que la boîte refuse de nous payer depuis mars. Certains en ont trois cents en attente...* » Autour du feu de palettes, c'est la veillée des coups de gueule : « *Les heures à 150 % c'est les plus pénibles, celles qu'on fait au-dessus de notre contrat à 195 heures.* » / « *Le patron veut la plus grande flexibilité pour lui : l'été quand il y a plein de boulot, faudrait qu'on fasse un max d'heures, l'hiver, qu'on reste chez nous.* » / « *À 45 ans, j'ai déjà le dos foutu. On n'ira pas jusqu'à 67 ans, on sera mort avant.* » / « *Le patron nous serine que l'entreprise en peut pas nous payer ces heures. Pfff... Dix ans que je suis là. Toujours la même chanson.* » / « *La dernière prime, c'était il y a quatre ans.* »

La retraite ? « *C'est fait pour en profiter, en bonne santé* », rappelle une institt en apportant des croissants, le visage à moitié éclairé par le brasier. Avant que l'huissier vienne constater que les camions sont scotchés dans la cour, un employé zélé prend quantité de photos. Figure du mouchard et du lèche-cul. Le patron vient mena-

cer le piquet : « *Pénalement, pénalement... Référé ce matin...* » Le délégué syndical CGT lui tient tête : « *Arrêtez avec votre "pénalement" : vous respectez même pas la loi ! Et pénalisés, on l'est depuis sept mois.* » Le piquet prend le relais : « *Z'êtes bouché à l'émeri¹ ou quoi ?* » lâche un gars en canadienne. « *Ah ! restez poli !* », postillonne le patron, fumasse qu'on lui tienne tête. « *À l'émeri, c'est pas une insulte, et boucher c'est un métier comme un autre...* », lui souffle un manifestant, goguenard. Pour rester dans le ton du matin, le patron bat en retraite.

Il est 8 heures. Ralenti, les camions desservant la zone industrielle klaxonnent en soutien. Certains ont déjà des tracts dans la cabine. Pas la moindre animosité. Les salariés de la Sopitra sont sortis sur le trottoir. Votent la grève sous les étoiles et les applaudissements. La matinée aura eu ses deux surprises : un gendarme philosophe parlant droits de l'homme, dénonçant « *la pub qui nous a rendus schizophrènes* », parlant de son voyage à Cuba, citant Marx et Hegel. Un pandore en partance de la maison. L'autre bizarrerie, c'est un des deux patrons de la boîte venu haranguer ses gars pour les pousser à reprendre, menaçant de représailles, finalement entouré de près, un autocollant « GRÈVE GÉNÉRALE » dans le dos à son insu, claironnant : « *Moi aussi je me suis amusé quand j'étais étudiant. J'ai même fait 68 à la fac de Nantes.* » Entre le gendarme de gauche et le patron gauchiste repent, on est vernis.

Nicolas de La Casinière - La lettre à Lulu

1/ L'émeri est une roche composée de spinelle et de corindon finement cristallisés. Une bouteille bouchée à l'émeri est

hermétique. D'où l'idée d'une personne « bouchée à l'émeri », pour une personne très fermée. (source Wikipédia).

<http://www.brassicanigra.org/>

Une banderole agrafée sur la façade de l'ex-DDE annonce une grève reconductible, et, si on y passe vers le coup de midi, on peut apercevoir les barbecues des grévistes dans la cour : les services de l'ex-Équipement (répartis à la DDT, à la DREAL, à la DIR et au Conseil général) sont en grève depuis mardi 12 octobre. Sur les presque 200 personnes de la première assemblée générale, on compte aussi

bien des agents de travaux aguerris à ce genre de mouvement que des ingénieurs ou des gens des bureaux pour qui c'est la première grève, voire la première manif ! Chaque matin, l'AG des grévistes s'installe dans la grande salle de réunion, quitte à virer le comité de direction, et discute des actions à mener pour bloquer l'économie, histoire que la grève ne soit pas que le sacrifice d'une journée de

BULLETIN DE GRÈVE

DIJON

19 oct.

salaire. Barrage filtrant sur la rocade, participation à la tentative de péage gratuit le mercredi, blocage de la place du trente octobre le jeudi avec les lycéen-nes et diffusion de tracts en centre-ville le jeudi... L'AG essaie aussi de se coordonner avec les autres secteurs en lutte, en envoyant des gens faire le tour des piquets.

Fakir

Il aura fallu les lacrymos et les matraques pour disperser le miracle, la foule, l'élan de solidarité avec les ouvriers de la Zone industrielle d'Amiens-Nord. Presque 48h qu'ils tenaient « la Zone ». Pas un camion ne passait. Et dans le *Courrier Picard*, le Medef local grondait : « Les entreprises souffrent, notamment à Amiens-Nord, où le blocage de la zone industrielle a des répercussions directes sur l'activité, se

plaint-il. Certaines sociétés ne peuvent plus assurer leurs livraisons convenablement... » Ce jeudi soir, le préfet ordonnait l'évacuation des grévistes. Mais, en une heure de temps, les effectifs sur place passaient d'une soixantaine à deux bonnes centaines de bonshommes. Cheminots, étudiants, agents municipaux, enseignants, élus, etc. Tous avaient chaussé leurs godillots, enfourché leurs vélos, conduit leur

ZONE OCCUPÉE ET SOLIDAIRE

AMIENS

22 oct.

véhicule jusque là-haut, pour les soutenir. La plupart n'y avaient jamais mis les pieds. « Du jamais-vu ! », parole de cégétiste. Après quatre heures de lutte, on a lâché la Zone. On a reculé, mais on a gagné, néanmoins, une bataille : celle de la solidarité. Et, à coup sûr, la semaine prochaine, on va remettre ça !

<http://juralibertaire.over-blog.com>

Lundi 25 octobre à 4h du matin plus de 200 résistants sociaux s'étaient donné rendez-vous, pour le blocage des ronds-points d'accès au site de la Française de Mécanique de Douvrin. La FM, filiale à 50-50 des groupes Renault et Peugeot, compte encore, malgré la suppression de 3000 emplois, toujours plus de 3000 salariés. Le site occupe une zone industrielle de 150 hectares et construit à peu de chose près un vingtième (5 %) des moteurs automobiles de la planète ; 500 à 600 camions sortent de cette grosse unité de production tous les jours. (...) L'embouteillage des camions à l'extérieur et à l'intérieur du site offrait un spectacle rare et

splendide, celui de la coupure des flux tendus par la suppression des stocks tampons depuis les années 1980. En aval, les usines Renault et Peugeot, privées de moteurs, sont touchées. (...) Apparue le 14 octobre à l'initiative de la CGT, de FO et de SUD, l'AG interpro de Lens a depuis organisé tous les jours à partir du 15, à l'exception du dimanche 24, un à deux blocages par jour dès 4 à 5 heures le matin, interrompant notamment les livraisons de plusieurs supermarchés, toujours à partir de l'idée que pour faire mal au capital, une méthode simple et efficace consiste à interrompre ses flux d'approvisionnement. À l'époque du stock-

MOTEURS À L'ARRÊT

LENS

25 oct.

zéro, le blocage depuis l'extérieur est la forme moderne de la riposte du facteur travail et des populations touchées par le néo-libéralisme contre l'oppression capitaliste. Les participants à l'AG sont très conscients de l'importance historique des opérations de blocage. Comme le disait devant les grilles de la Française de Mécanique un ouvrier en retraite enthousiasmé par l'opération : « *C'est incroyable, nous on avait l'habitude de bloquer notre boîte, et là on vient bloquer de l'extérieur la FM ! On compte les camions, et on attend que les ouvriers qu'on a laissé entrer ressortent pour nous rejoindre.* »



Liaisons et barricades

DÉBORDER LES CADRES ATTENDUS DE LA MOBILISATION

Les raffineries ont donné le ton : le blocage économique et la grève avec occupation sont les moyens les plus efficaces pour effectuer une pression économique sur la politique du capital. Celle-ci s'affichant comme la raison économique, une soi-disant impossibilité de pouvoir prendre une autre voie que celle de la fin du système de mutualisation, déjà bien abîmé. À la lutte des classes à désormais été associé le blocage de la production, sans que celui-ci soit simplement suspendu à la grève, démontrant de façon énergique la capacité de nuisance que chacun peut avoir. C'est la place de cette évidence qui a surpris dans ce mouvement : les désaccords entretenus depuis longtemps, qui autrefois dessinaient une ligne de partage, se sont amplement déplacés. Cette ligne de partage s'est déplacée tant au sein des organisations politiques ou syndicales qu'entre ces derniers et certains étudiants où chômeurs et précaires organisés en marge de celles-ci. Tout automobiliste est désormais susceptible d'affirmer sa solidarité avec le mouvement

À Rennes, avant même que la grève reconductible ait commencé, la volonté de visibiliser ceux qui aspiraient à un mouvement de grève réelle s'est amorcée par la construction d'« intersyndicales bis » qui ouvraient, avec des syndicalistes de SUD, les mouvements des chômeurs et précaires de Rennes, et les militants indépendantistes, l'organisation de blocage de galeries marchandes à chaque appel de journées nationales. La participation à ces actions a crû

au fur et à mesure de l'avancée du mouvement, attisant une attente à l'égard de ce type d'événements. Elle a contribué à conjurer l'impuissance suscitée par les grandes manifestations qui s'en tenaient à un simple défilé et à construire des initiatives interprofessionnelles. D'emblée, ce qui était autrefois les pratiques étudiantes est devenu une méthode commune. Des syndiqués ont pris la parole lors des assemblées générales de Rennes 2, rendant la question du blocage de l'université intrinsèquement liée à la nécessité d'allonger la facture économique de la grève en cours. La capacité des étudiants à venir, au côté des salariés, occuper et rendre plus efficace les grèves déjà présentes n'a pas pris la forme d'une réserve de troupes pour mener la lutte. La chose était vite établie que ce qui permettrait au mouvement de prendre de l'ampleur, ce serait précisément cette alliance salariés-étudiants-chômeurs. Rarement les étudiants n'ont été autant attendus, et chaque gréviste rencontré demandait où en était la mobilisation sur la fac. À cette idée que l'entrée en scène des étudiants était une clef du mouvement, en ce qu'elle débordait les cadres prévus de la mobilisation, s'ajoute une autre nécessité, celle de l'arrivée des lycéens

Ils se sont vite mobilisés, bloquant leurs lycées et parvenant à être jusqu'à 7000 dans des manifestations énergiques au pas rapide qui envahissent au son de « grève générale » supermarchés et rocadés. À chaque manifestation s'organise une assemblée générale qui décide de sa cible. Mais il est dommage

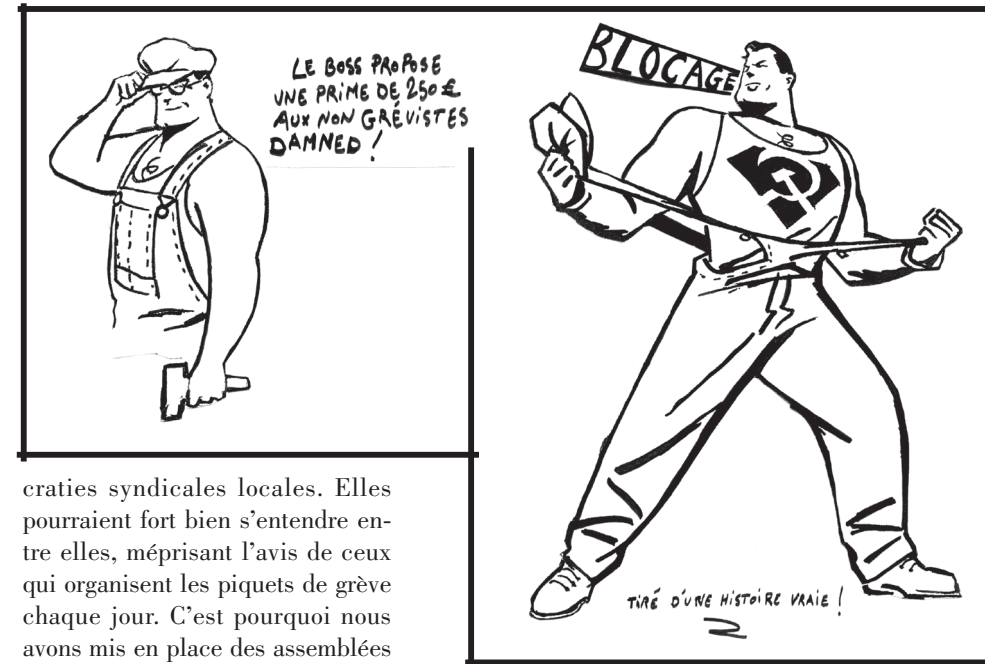
que, à Rennes, les syndicats lycéens soient les plus mous aux actions, il semblerait que leur participation au NPA n'encourage pas la liaison. Ce sont toujours les non-syndiqués qui permettent que ces actions aient lieu. À croire qu'il y a une distorsion entre les secteurs où l'on se mobilise volontiers et ceux qui organisent la mobilisation. Depuis plus de 10 jours, les grévistes engagés dans le bras de fer sonnent le tocsin à 4h30 tous les matins, construisant le front social dans la guerre économique. Ce sont ainsi plusieurs centaines de chômeurs, de salariés, d'étudiants, de lycéens qui se retrouvent pour bloquer les dépôts de carburants, les routes, les plate-formes de distributions alimentaires, etc.

Le blocage du dépôt de bus fut parmi nos plus grandes réussites. Entravée dès 5h, l'entrée du dépôt s'était transformée en feu de camp autour duquel on parlait avec fougue de tout ce qui se passait dans la région, alors même qu'il était difficile de savoir vraiment combien les initiatives étaient multiples et venaient de nombreux endroits. De nombreux salariés, bien que n'étant pas en grève, observaient notre action d'un regard bienveillant, fournissant abondamment le café nécessaire.

Les poulets arrivent tout de même à 10 heures pour restaurer l'ordre puisque aucun bus ne circule. Nos amis conducteurs se mettent devant les personnes composant le piquet de grève pour les protéger. Voilà que les poulets décervelés gazent et matraquent allégrement cette première ligne. Nous sommes boutés hors du dépôt, et les

conducteurs se mettent immédiatement en grève sauvage, posant arrêt-maladie et RTT (les préavis étant devenus obligatoires depuis la loi-cadre sur le droit de grève de 2007). Dès l'aube, nous revenons sur place et restons jusqu'à 18 heures sans encombre avec les poulets. L'insistance du patron du dépôt de bus ne suffisant manifestement pas à décider la préfecture résignée. Le maire de Rennes lui-même fait appel au préfet pour faire envoyer ses troupes, sans suites. Nous partons en cortège laissant des barricades enflammées et sans avoir vu un poulet. Hélas, les conducteurs n'ont pas reconduit la grève mais, sur notre piquet, nombreux sont les syndicalistes à nous avoir soutenus. Nous avons organisé sur place l'action du lendemain avec les routiers cegétistes, qui avaient eux-mêmes fait de nombreux piquets dans la matinée.

Les actions communes entre les syndicats et organisations sont une entrave très nette à l'intervention policière systématique. Cependant, les formes de liaisons qui peuvent apparaître dans les actions ne permettent pas d'être incontournable pour les bureau-



craties syndicales locales. Elles pourraient fort bien s'entendre entre elles, méprisant l'avis de ceux qui organisent les piquets de grève chaque jour. C'est pourquoi nous avons mis en place des assemblées générales interprofessionnelles tous les soirs pour permettre à tout un chacun d'avoir voix au mouvement sans être suspendu aux accords entre centrales syndicales et partis politiques. Cette structure de base du mouvement est une structure d'auto-organisation et d'autonomisation de la lutte qui cherche à encourager le processus démocratique en cours. Ainsi, se mettent en place des commissions tracts, des commissions liaisons avec les paysans et autres, barricades, radios et la liste n'est pas exhaustive. L'AGI (Assemblée Générale Interprofes-

sionnelle) éprouve la participation de différents secteurs (mais, il est vrai, principalement ceux du public) et de différents syndicats. Elle contribuera, nous espérons, à étendre la grève et à mettre en place des solidarités effectives contre la répression du mouvement, qu'elle soit patronale ou policière.

Anna, du Mouvement des chômeurs et précaires en lutte, le 25 octobre 2010..

<http://nantes.indymedia.org/>

TRANSPORTS ET BLOCAGES VOLANTS

ROUEN

25 oct.

Ce matin à Rouen, rendez-vous était donné à 2h30 devant le MIN (Marché d'intérêt national). Une soixantaine de personnes se sont retrouvées (majoritairement des étudiants, mais aussi des routiers, cheminots, enseignants, chômeurs, employés) et ont entrepris d'en bloquer les accès avec des tas de pneus et de palettes. (...) Les fumées des pneus enflammés auraient aussi perturbé la circulation au Mont Riboudet. Dès le départ, ce blocage avait été décidé comme étant mobile. Au bout de 2 heures, les bloqueurs ont donc levé le camp, suivis par

plusieurs voitures de police. Destination : Darnétal, où se trouve le dépôt de bus de la TCAR. Les grévistes se sont répartis sur les deux entrées du dépôt. L'intégralité du trafic des bus et trams a été stoppé. Les conducteurs, qui ne pouvaient prendre la route, sont allés saluer chaleureusement les bloqueurs. (...) À 9 heures, une partie des grévistes étant partie à leurs AG, le blocage a été levé. Pendant ce temps, comme tous les matins à 6 heures, plusieurs dizaines de personnes s'étaient donné rendez-vous devant le dépôt pétrolier « Rubis » à Grand-Quevilly.

Depuis ce week-end les gardes mobiles campent devant l'entrée. Il faut dire que l'accès au dépôt est devenu stratégique : de nombreuses stations-service de la région sont fermées, et le Rubis a été alimenté récemment, par bateau, avec du pétrole raffiné importé de l'étranger. Le blocage a été avorté aujourd'hui devant la forte présence policière, mais ce n'est que partie remise. Les bloqueurs en ont d'ailleurs profité pour aller bloquer le pont Flaubert.